

# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 38 – novembre 2013-janvier 2014



**PRIX LIBRE**

# Souffrez, vous êtes filmés !



L'AFFAIRE SE PASSE À LA CLINIQUE de la Marche à Guéret, membre du groupe Vitalia.

Au mois de juin, un membre de ma famille est hospitalisé en urgence, suite à une consultation médicale à la clinique. Nous nous retrouvons dans une chambre surchauffée, on est dans une période de fortes chaleurs et la chambre est orientée à l'ouest, fenêtre fermée. Impossible d'ouvrir la fenêtre de plus de 7 cm. Je vais voir les infirmières pour demander comment ça s'ouvre. Réponse : ça ne s'ouvre pas pour éviter que les patients ne se défenestrent ! Ayant malheureusement pas mal fréquenté cliniques et hôpitaux ces derniers temps, c'est la première fois que je vois ça. Les malades qui se font soigner seraient-ils plus suicidaires que la moyenne ?

Bref, de fort mauvaise humeur, je retourne dans la chambre pour expliquer qu'il va falloir endurer cette chaleur tropicale. Remarquant qu'il y a un appareil de climatisation au plafond, j'essaie de le démarrer sans succès, j'appelle une infirmière qui m'explique qu'il ne faut pas y toucher et que de toutes façons cette clim n'a jamais fonctionné même lorsqu'elle a été installée !

Une certaine impatience me gagne et c'est alors que je remarque, dans un angle du plafond, une caméra dirigée vers le lit.

Là je ne demande plus rien à personne, debout sur une chaise, j'oriente la caméra vers le mur.

Moins de dix minutes plus tard, une infirmière arrive, s'inquiétant du non fonctionnement correct de la caméra. Je lui montre ce que j'ai fait, en soulignant qu'à ma connaissance il est interdit de filmer des gens sans leur consentement. Exit l'infirmière. Les événements se précipitent. Cinq minutes plus tard, l'infirmière revient, me tend son portable et me met en communication avec le toubib qui a hospitalisé mon parent. Le carabin me passe un savon monumental : si on n'adhère pas à la démarche de soin de la clinique, ce n'est pas la peine de rester, mon parent est entre la vie et la mort, et au regard de mon attitude il va l'envoyer le soir même à l'hôpital !

Bien que surpris d'apprendre ainsi la gravité de la situation et ne comprenant pas en quoi aller à l'hôpital constitue une punition, je n'argumente pas là-dessus. J'essaie d'expliquer que le minimum me semble être de prévenir les patients qu'ils peuvent être filmés et d'obtenir leur accord. Dialogue impossible : ce sont des gens comme moi qui intentent des procès si ça se termine mal !

La situation du malade étant très grave, je cède pour que les soins soient apportés sans délai.

Le lendemain, le toubib avait mis de l'eau dans son vin et reconnaissait qu'il s'était emporté. Il avait dû se renseigner sur la législation concernant la vidéo-surveillance.

Puis il a été aux petits soins avec mon parent, craignant certainement que je me lance dans une procédure judiciaire.

Il est certain que je pourrais entamer une action en justice, mais j'ai d'autres chats à fouetter que de jouer les procéduriers, de plus dénoncer de tels agissements par voie de presse me semble tout aussi efficace.

### Vidéo-surveillance et milieu hospitalier

Dans aucun établissement hospitalier que j'ai fréquenté, je n'avais noté la présence de caméras dans les chambres ; les infirmières et toubibs que je connais par ailleurs, non plus, excepté, peut-être, dans des chambres d'isolement psychiatrique.

Sur ce sujet, la totalité des réponses que l'on obtient sur Internet ne concerne que la surveillance des halls et couloirs dans un but de « prévention » de la délinquance, jamais la surveillance des patients.

D'un point de vue juridique les choses sont simples : « Droit à l'information : le public doit être informé de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité, ou de la personne responsable.

Dans les lieux et établissements ouverts au public, l'information doit être faite par affiche ou pancarte, comportant un pictogramme représentant une caméra. Ces pancartes doivent être présentes en permanence dans les lieux concernés et elles doivent être compréhensibles pour tout public.

Autorisation d'installation de caméras : l'obligation d'autorisation ne concerne que les lieux publics. La demande d'autorisation d'installation de caméras de surveillance dans un lieu public doit être effectuée auprès du préfet du lieu d'implantation. »

Aucune pancarte, bien sûr, à la clinique de la Marche et je serais curieux de savoir si la clinique a demandé une quelconque autorisation.

Il est quand même dérangeant de constater que la « charte de qualité » de la clinique garantit l'intimité des patients (article 9 : « Le respect de la vie privée est garanti à toute personne ») et que la qualité du respect de cette intimité est une des questions de l'enquête de satisfaction que doivent remplir tous les patients.

Une bonne intimité serait-elle une intimité vécue sous l'œil des caméras ? Il est vrai qu'à l'heure où tout un chacun exhibe son nombril sur Face-de-bouc, la notion d'intimité a sûrement été redéfinie sans qu'on le sache.

PATRICK FAURE





## Projet de stockage de déchets de Belzanne : « et pendant ce temps-là, les Shadocks pompaient... »

Communiqué de presse du 23 octobre 2013 de Sources et rivières du Limousin

ALORS QUE SE TERMINE ce jeudi 24 octobre l'enquête publique consacrée au projet AREVA d'ouverture d'un centre de stockage de 200 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs dans l'ancienne mine à ciel ouvert de Belzanne (déjà remblayée de plus de 1,5 millions de tonnes de déchets), les associations de protection de l'environnement dressent un bilan très négatif du dossier soumis au public par AREVA avec la bénédiction de la Préfecture.

Une question reste toujours sans réponse officielle : d'où viennent les déchets que la société AREVA veut ainsi stocker ? Le dossier de demande d'autorisation est étrangement silencieux sur le sujet... Et pour cause, répondre à cette question reviendrait pour AREVA à reconnaître sa responsabilité dans la pollution des sédiments des étangs et zones humides recevant les eaux polluées des anciennes mines d'uranium et des stockages de déchets (le lac de St Pardoux et la réserve d'eau potable de la Crouzille en étant les exemples les plus retentissants, la pollution ne s'étant pas arrêtée avec les curages... !)

Mais alors, les anciennes mines à ciel ouvert et galeries souterraines auraient-elles été mal réhabilitées ? Les déchets

radioactifs qu'ils abritent contamineraient-ils vraiment l'environnement, comme le dénoncent les associations de protection de l'environnement depuis plus de 30 ans ? Ce projet de stockage de 200 000 m<sup>3</sup> de déchets issus des dépollutions de l'environnement en constitue un aveu cinglant.

Quelles solutions pour en finir avec les pollutions radioactives laissées par COGEMA-AREVA en Limousin ? Réhabiliter enfin les sites et stockages de déchets correctement ? Traiter correctement les eaux issues de ces sites avant rejet dans le milieu naturel ?

« Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? »

AREVA a trouvé une solution moins onéreuse pour ses finances, avec l'assentiment de l'État : pomper et stocker par dessus le stockage de déchets dangereux le plus important (1,5 millions de tonnes) et le plus polluant du Limousin : la fosse de Bellezane !

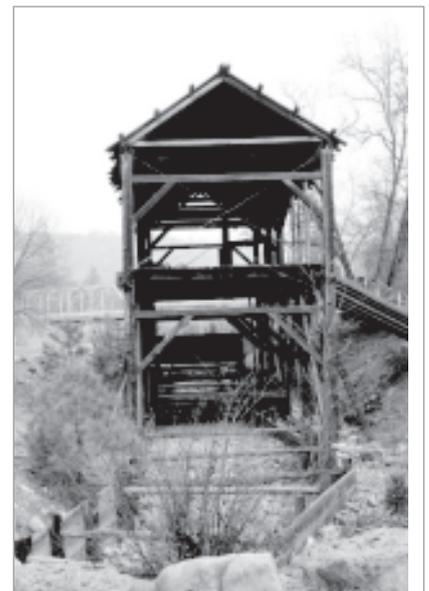
Les associations SRL (Sources et Rivières du Limousin) et HAB (Habitants et Amis de Belzanne) ont démontré les insuffisances de cette réponse lors de l'enquête publique. Elles dénoncent à nouveau cette solution ubuesque et iront

jusqu'au bout pour que soient entendues leurs revendications de bon sens dans l'intérêt public et de l'environnement :

- Obtenir enfin une réhabilitation complète des 70 anciennes mines du Limousin.
- Obtenir la mise en sécurité des sites de stockage de déchets.
- Obtenir la construction d'un nouveau site de stockage de déchets répondant aux exigences environnementales actuelles.

En refusant de mettre en œuvre ces solutions, AREVA tente encore d'imposer une autre devise Shaddock : « S'il n'y a pas de solution, c'est qu'il n'y a pas de problème ».

Contact : Antoine Gatet 06 77 68 46 45



## Nouvelles exploitations minières en Creuse ?

Voici quelques extraits d'une lettre reçue d'un de nos lecteurs

« Cher Creuse-Citron,

Vous n'êtes sans doute pas sans ignorer le récent accord pour un permis d'exploitation minière (PER Villeranges) dans la partie est de notre cher département, zone comprise entre les villages, de Chambon-sur-Voueize, Lépaud et l'étang des Landes, et dans laquelle j'habite. [...]

Avec plusieurs habitants inquiets de la zone concernée, nous avons monté un petit groupe d'information sur ce sujet précis. Nous avons pris rendez-vous avec différents maires des communes concernées pour en savoir plus et il apparaît que, pas plus que nous, simples citoyens, nous élus ne semblent en savoir davantage sur cette affaire pourtant réelle puisqu'on trouve déjà un certain nombre de documents sur Internet et dans « La Montagne » à ce sujet ...

C'est donc dans le but d'établir un réseau relationnel plus élargi que je me permets de vous envoyer ce message. Nous sommes un noyau dur de 6 personnes et avons mis en place une liste mail d'information et de diffusion des documents... Bref on s'organise... Peut-être avec-vous déjà eu des messages identiques de personnes inquiètes et/ou concernées ? Pourriez-vous nous mettre en relation avec d'autres personnes, associations ou organisations qui pourraient nous aider dans nos démarches présentes et à venir auprès des entités gouvernantes ? [...]

Nous approfondirons cette question dans un prochain Creuse-Citron, mais on peut déjà remarquer que la cible principale de ce permis exclusif de recherches minières est l'or dont on ne s'attend pas à trouver plus de 4 grammes par tonne (ça

laisse imaginer le trou qu'il va falloir creuser pour se fondre une gourmette !), que la zone de prospection est mitoyenne de l'étang des Landes, le faire-valoir de l'écologie officielle creusoise, ainsi que de l'ancienne mine d'or du Châtelet, source d'une pollution à l'arsenic phénomenale. Va-t-on reprendre l'exploitation de la mine des Farges (au cœur de la zone de prospection) qui avait été abandonnée dans les années 1980 à cause du coût de traitement ? Bref, les riverains ont intérêt à faire des provisions de flotte avant qu'elle ne devienne toxique.

Rejoignez ou informez-vous auprès du Collectif des riverains du PER de Villeranges : [per.villeranges@gmail.com](mailto:per.villeranges@gmail.com) ou 06 76 98 89 74.

Sur le sujet en général : Collectif AIDEAH [www.aldeah.org](http://www.aldeah.org).

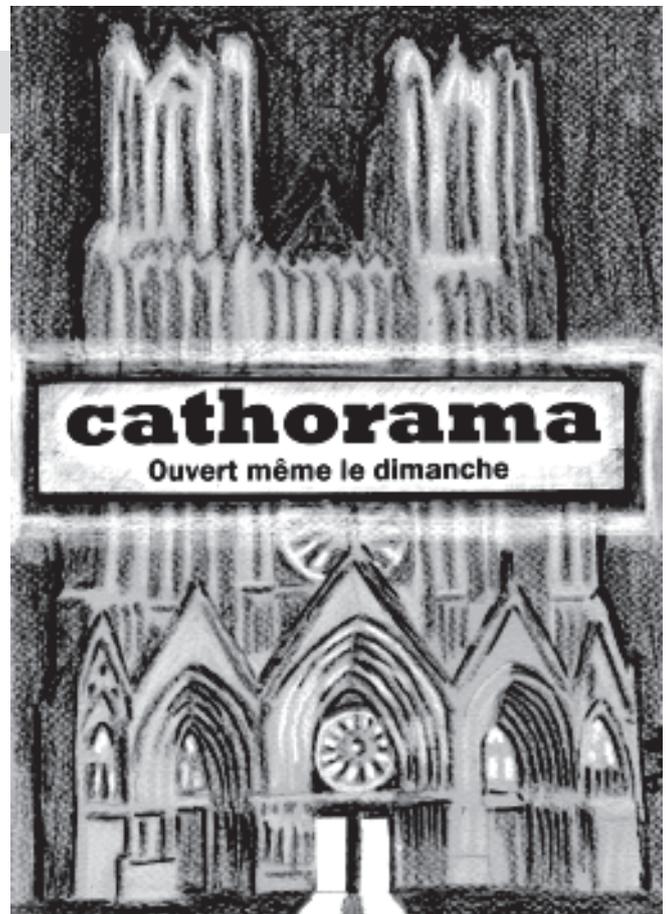
### Indiens du plateau ou non : sortons de notre réserve !

DEPUIS QUELQUES DÉCENNIES, la forêt sur le plateau de Millevaches a pris une place de plus en plus importante dans la vie de ses habitants ; dans un même temps, elle est devenue l'objet de toutes les convoitises.

Le capitalisme a très vite compris l'intérêt qu'il pouvait en tirer. Avec lui, ses pratiques sauvages (plantations intensives, monoculture, mécanisation à outrance, coupes rases...) se sont développées... et mondialisation oblige, le ballet de camions porteurs d'immenses conteneurs frappés d'un « China shipping » (cf. le numéro 44 d'*IPNS*) n'a pas de cesse !

Face à la parole hégémonique de l'imposant lobby forestier, des habitants du plateau de Millevaches se sont penchés sur la question et ont formalisé leurs réflexions sous la forme d'un très intéressant *Rapport sur l'état de nos forêts et leurs devenir possibles* (une brochure d'une quarantaine de pages). À lire !

Cette brochure est disponible en de nombreux points : commerces, bars, mairies... ou en contactant le journal. Des réunions publiques devraient être organisées dans plusieurs communes du plateau de Millevaches.



### Préfectologie

ou les turpitudes ordinaires  
des valets de l'État

EN CREUSE, LES PRÉFETS SE SUCCÈDENT à un rythme soutenu.

Nous avons eu récemment un homme très attentif à la sécurité du citoyen ; après avoir été sous-préfet à Grasse (Alpes-maritimes), où il avait rodé sa politique de délation, alias « voisins vigilants », il est venu essayer de la généraliser ici. De nombreux maires, de droite comme de « gôche » ont mordu à l'hameçon, ce qui n'est pas très rassurant pour notre prétendue démocratie locale.

Il a délogé, remplacé par une maîtresse préfète arrivant de Grasse également, cette femme nous avait fait forte impression, toujours en grande tenue galonnée. Nostalgie militaire ou tentative de redorer son blason ? Au bout de six mois, elle a été mise au placard, avec salaire mais sans attributions, tout le monde se perdant en conjectures. C'est qu'elle avait rendez-vous avec la justice : le 10 octobre elle était en garde à vue à Nice, entendue pour « corruption passive et trafic d'influence » !

Nous avons touché un nouveau préfet, celui-ci est général de gendarmerie, que cache-t-il dans sa musette ? Au moins il n'aura pas besoin de se déguiser en militaire pour faire croire qu'il en est un.

P. F.

### Un collectif libertaire limousin

*Pourquoi ?*

*Nous souhaitons rassembler les militants libertaires locaux, qui sont souvent isolés dans les campagnes limousines, et qui bien souvent finissent par se décourager.*

*Nous aimerions lancer une dynamique et mutualiser les initiatives et savoirs, afin de donner un écho plus important à nos idées et actions.*

*Comment ?*

*En lançant des projets, des actions communes, autour par exemple : de projections, de débats, de conférences... sur les thèmes : antimilitarisme, anticapitalisme, antisexisme, antifascisme.*

*Application « ici et maintenant » des pratiques libertaires (ouverture d'un lieu collectif, salon du livre, festival de musique, théâtre, implication dans le planning familial, etc.).*

Communiqué du collectif libertaire.  
[collectiflibertairelimousin@riseup.org](mailto:collectiflibertairelimousin@riseup.org)

À signaler, deux publications  
en relation avec l'article  
de la page suivante

*Retour sur les luttes antinucléaires dans l'Ouest, de l'automne 2011 au printemps 2013. De Valogne au Chefresne.* Brochure, 71 p., mai 2013 (disponible au Fabuleux Destin ou auprès du journal).

Table des matières : Récit / Organisation collective, horizontalité et égalité / Analyse des différentes pratiques d'action et la tentation de l'activisme / Se défaire des illusions de la contre-expertise.

*Le gouvernement par la peur au temps des catastrophes. Réflexions anti-industrielles sur les possibilités de résistances.* Éditions de la Roue, 165 p., 2013 (en librairie).

Table des matières : État et esclavage, terre et liberté / Terrorisme nucléaire : l'abîme de la servitude [sur les faibles doses] / [divers textes d'analyse sur Valogne et le Chefresne] / [recueil de textes du comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! », (1987-1994)].



## Retour sur une manif à Limoges

À L'OCCASION DE L'OUVERTURE du « musée de l'uranium » à Bessines, un rassemblement de protestation s'est tenu à Limoges à l'initiative de quelques antinucléaires. Il me semble nécessaire d'en tirer certaines leçons.

Plus d'un an auparavant, diverses personnes avaient proposé de s'opposer à l'ouverture du musée, et cette perspective semblait avoir fédéré largement des gens d'horizons divers. Je me souviens notamment de propositions ambitieuses avancées lors d'une des « A.G. antinucléaires du plateau » qui se tenaient alors épisodiquement à Faux-La Montagne.

Un an plus tard, ce sont à peine trente personnes qui se retrouvent Place de la Mothe devant une banderole, pour essayer malgré tout de distribuer quelques tracts et de se faire entendre. Ou sont donc passés (presque) tous les enthousiastes d'il y a un an ?

Une hypothèse, en guise de réponse : il y a eu depuis le développement et la médiatisation de l'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, qui a supplanté, pour un temps, la « vogue antinucléaire » dans les milieux activistes en Limousin et ailleurs... en attendant autre chose.

Et une question, en guise de conclusion sur ce point : que peut-il sortir de bon, de solide, pour tenir bon dans la régression contemporaine, avec une critique aussi changeante et superficielle, aussi opportuniste ?

Quelques personnes ont donc eu assez de fermeté et de suite dans les idées pour essayer de faire quelque chose contre ce musée malgré le désintérêt général.

Se pose alors la question : qu'est-il possible de faire lorsque l'on est aussi peu nombreux ?

Aussi légitime et estimable soit-elle, la tentative de rassemblement de l'autre jour illustre un problème récurrent aujourd'hui : on a l'impression que devant une situation si décourageante, les personnes croient si peu à la possibilité de se faire

entendre que chacun fait le « service minimum » du militantisme, avec comme arrière-pensée : mieux vaut quand même faire quelque chose plutôt que rien.

On s'empêche ainsi de réfléchir à la manière de limiter un peu la casse, d'intervenir d'une façon qui, même modeste, aurait quand même du sens et de la pertinence.

À retenir comme principal problème cette fois-là : d'abord et avant tout, le lieu choisi (par qui ?) pour le rassemblement.

Dans l'état où sont désormais les villes, transformées toujours davantage en centre commercial à ciel ouvert, il est chaque fois plus difficile de trouver un endroit qui ressemble un tant soit peu à un espace public où tenir une parole publique, politique. Ce qui est sûr, c'est qu'une telle chose est impossible dans un lieu comme la Place de la Mothe. C'est peut-être au centre de Limoges, mais c'est surtout au centre de nulle part : il est vain de s'adresser d'une quelconque manière à ceux et celles qui passent là, lunettes de soleil sur les yeux, portable à l'oreille, courant d'un commerce à l'autre, et singeant comme ils peuvent, dans leurs accoutrements et leurs attitudes, les modèles des médias. L'hostilité des chalands à notre égard était d'ailleurs tout-à-fait palpable ; et les propos sur Fukushima tenus dans le mégaphone – en eux-mêmes très pertinents – en devenaient irréels, incongrus.

On sait que les opposants radicaux à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont adapté à leur lutte le vieux mot d'ordre : contre le nucléaire et son monde. La limite de ces slogans (comme de tous les slogans) c'est qu'on n'est pas bien sûr de ce que les opposants mettent de précis derrière ces mots.

Eh bien à Limoges, l'autre jour, on pouvait voir très précisément de quoi il était question ; il était largement présent sous nos yeux, le « monde du nucléaire » :

Population abrutée et dépolitisée qui s'efforce d'oublier son impuissance et sa misère – et la menace mortelle – dans le

consumérisme frénétique et le spectacle ; amoncellement de marchandises en quoi se résume désormais la « société » – il en faut de l'énergie, notamment nucléaire, pour produire toute cette merde ; et, bien sûr, les gentils policiers qui protègent pour finir notre mini-cortège des furies de la circulation automobile (il était bien inutile ce jour-là de sortir flash-ball, grenades de désencerclement et autres joyeusetés, des coffres de leurs voitures).

Quitte à se trouver là, c'est de tout cela qu'il aurait fallu réussir à parler, pour que notre présence puisse avoir un sens quelconque et, éventuellement, un petit effet.

En résumé, je pense que, concernant les « actions politiques » ou interventions publiques, il faut garder à l'esprit qu'on ne doit pas, qu'on ne peut pas, séparer le fond de la forme (nul esthétisme là-dedans) : on ne peut pas se satisfaire de méthodes ou de propos routiniers, sans effort de pensée ni de sensibilité, sans présence personnelle. Il faut (il faut essayer) à chaque fois de réfléchir de nouveau à ce que l'on peut dire et comment, en relation avec l'endroit, la circonstance où l'on veut intervenir (cela vaut aussi pour un article de journal).

Bref il faut s'efforcer modestement de « construire une situation »<sup>1</sup> qui ait un peu de sens et de pertinence (déjà pour nous-mêmes).

(Rien à voir non plus avec les « manifs festives » et compagnie qui sont aujourd'hui aussi creuses et mécaniques que le reste.)

Cela vaudra toujours mieux que de se retrouver dans le rôle convenu du « militant antinucléaire » ou autre, entre les associations de colombophiles et les témoins de Jéhova. Cela ne sera pas nécessairement beaucoup plus efficace (mais qu'est-ce qui est réellement efficace du point de vue de la critique aujourd'hui ?) mais au moins, à nous, cela nous apprendra des choses.

CÉDRIC

1. Notion forgée par l'Internationale Situationniste.



## 6 – la gueule vert fluo

### Urêka, le musée de l'uranium

*Le 12 juillet 2013, s'est ouvert à Bessines-sur-Gartempe, Urêka, le musée interactif de la mine. Selon son directeur, L. Blaszczyk, plus qu'un simple musée, ce lieu est un centre d'interprétation, où l'on a cherché à recréer une ambiance. C'est une étrange plongée dans un passé pas si lointain, l'époque des « trente glorieuses » du plein-emploi, ces temps bénis où le principe de précaution n'existait pas encore, où le progrès scientifique était alors synonyme de mieux vivre et de bonheur à venir. Ainsi le visiteur bienveillant peut découvrir une « approche décomplexée » de ce que fut l'aventure de l'uranium en Limousin.*

L'ENTRÉE SUR LE SITE se fait par un petit tunnel passant sous la départementale. Cette mise en scène est censée représenter l'immersion dans la mine, avec des wagonnets remplis de pierres, sur la droite, et un peu d'eau qui suinte sur la gauche, alors que des enceintes diffusent le bruit des engins qui accompagnent toute la visite. Franchement l'entrée en matière n'est pas terrible, et il faut une bonne dose d'imagination pour établir un rapprochement entre ce petit ouvrage d'art et une descente dans les profondeurs du sous-sol. Ensuite, vient le « parc aux machines », cette espèce de terrain vague où s'étalent des camions-bennes, des foreuses et autres pelles mécaniques repeints en gris, figés dans des postures rappelant leurs fonctions.

Puis vient le bâtiment, carré comme la plupart des édifices récents; notre époque si développée ne sait plus que construire des cubes et des rectangles pour y entasser les choses et les gens, des petites boîtes où étouffent les rêves, des casiers où se compilent les pensées étroites. Et comme tout a un prix dans ce monde cubique, l'entrée coûte sept euros...

Les visiteurs passent un tourniquet à l'aide d'un badge qui sert aussi à activer les bornes interactives, et entrent dans une salle de



cinéma pour visionner un petit film en 3D qui retrace les découvertes scientifiques liées à l'utilisation de l'uranium. On part de la nuit des temps, lorsque l'énergie et la matière ne faisaient qu'un, on passe par le big-bang, la formation des planètes et du système solaire et ainsi de suite. « Logiquement » on parvient aux grandes découvertes scientifiques. Les recherches de Marie Curie, sa découverte du radium et ses applications dans la radiographie sont largement citées, mais rien n'est dit sur l'horrible agonie de cette brillante scientifique qui fut irradiée par les matières qu'elle étudiait.

Si l'arme atomique est évoquée, c'est seulement en tant qu'avancée scientifique : on oublie sa capacité de destruction et sa vocation mortifère. Même omission pour les centrales nucléaires; pour résumer, l'atome a permis à la France d'acquiescer son indépendance énergétique et d'entrer dans le club des grandes puissances militaires. Et, surtout, le nucléaire est « une énergie propre ». Donc tout est formidable, c'est beau comme un scénario de Disney; pour un peu, on s'attendrait presque à voir apparaître Blanche Neige et les Sept Nains sifflant, chantant, revenant de la mine et portant chacun leur outil et un seau rempli de minerai uranifère.

Après le cinéma, le spectacle continue, on pénètre sur un chantier de prospection. Tout

y est : les sons et même les odeurs de forage et de terre humide. On peut observer tout le matériel de recherche et regarder un film explicatif destiné à faire partager la joie du géologue qui découvre un filon d'uranium. Au bout d'un petit couloir, on embarque dans un véhicule factice; à la place du pare-brise, deux écrans reproduisant l'évolution dans une galerie souterraine. Ça klaxonne, on croise un autre engin puis on se gare, une porte s'ouvre, terminus tout le monde descend! Le reste se fait à pieds, sur les parois sont projetées des images de mineurs en pleine activité, avec ses dynamiteurs et ses va-et-vient des engins de déblayage.

Ainsi, à l'aide de bornes interactives et autres écrans tactiles, les visiteurs découvrent ce que fut le métier de mineur, et c'est sans doute une des parties les plus intéressantes du parcours, même si on n'apprend rien sur les maladies professionnelles dont souffrent et meurent les anciens ouvriers de la Cogema. Rien non plus sur le nombre de mineurs qui ont laissé leur vie dans des accidents survenus sur les chantiers d'exploitation. La visite se termine dans la salle de contrôle de l'usine de traitement du minerai. On y découvre les différentes étapes de la transformation du minerai en *yellow cake*, processus certes complexe et passionnant, mais extrêmement polluant nécessitant l'emploi de produits chimiques tels que l'acide sulfurique et des solvants, mais à nouveau rien n'est dit sur les rejets des résidus de traitement et leur dispersion dans la nature.



L'appât radioactif (juin 1931)



En moyenne entre 1932 et 1937, la crème contenait pour 100 g : 0,50 g de chlorure de thorium et 0,25 mg de bromure de radium.



Avant de sortir, le touriste peut encore passer par la boutique souvenirs, où l'on trouve des cannettes de boisson énergisante vendues sous la marque «Zoé», charmant petit nom du premier réacteur nucléaire français mis au point en 1947; sur la cannette, est inscrit: «Zoé le concentré atomique». Et si vous en voulez encore, offrez-vous donc un sachet de bonbons «Caillou», «la p'tite pierre qui rend fort comme un roc». Franchement, je suis déçu, je m'attendais plutôt à recevoir une bouffée de radon, croquer une tranche de *yellow cake* et la faire couler avec un grand verre d'eau puisée dans un de ces jolis petits ruisseaux qui serpentent en contrebas des anciens sites miniers.

Ainsi qu'elle s'appelle CEA Cogema ou Areva, l'industrie liée au nucléaire reste fidèle à ses principes de communication

basés sur la dissimulation, la désinformation et le mensonge. Cela est d'autant plus révoltant lorsque le message est véhiculé par le biais d'un musée essentiellement destiné à accueillir des groupes scolaires et quelques cars de touristes en goguette. On s'en doutait un peu, mais ce n'est sûrement pas ici que s'éveilleront les consciences ou que naîtront les esprits critiques.

Mais au-delà des risques liés au nucléaire que ses promoteurs, véritables apprentis sorciers, font courir aux populations et peser sur les générations futures, il se pose à Bessines comme un peu partout dans le monde le problème de ces anciens sites miniers dont l'exploitation apporte une relative prospérité, et laisse, après épuisement des ressources et abandon de l'activité, des zones économiquement sinistrées, définitivement marquées

dans le paysage, et gravement polluées pour des décennies, voire des siècles. Jusqu'où peut-on hypothéquer l'avenir pour préserver notre confort actuel et maintenir des emplois liés à l'activité économique? Cette question s'avère plus que jamais d'actualité au moment où certains élus, confrontés au déclin économique de leur région, se laisseraient bien séduire par les perspectives d'une exploitation des gaz de schiste, tout en connaissant les conséquences qu'une telle activité aura sur l'environnement. Après avoir ravagé des espaces naturels précieux pour enrichir une poignée d'actionnaires, les promoteurs de tels projets pourront toujours construire un joli petit musée pour réécrire l'histoire et divertir, mais surtout pas insulter le public.

STÉPHANE



Années 1915 à 1930...



Burk & Braun, Allemagne, le brevets de Senfner (1931/1936) décrit comment ajouter du bromure de radium radioactif au chocolat.

Un « Institut de Recherches Scientifiques des Phocéens » met en vente le « Radiogénol » qu'il suffit de dissoudre dans un litre d'eau potable dont on prend deux cuillères à soupe dans un demi verre d'eau tous les matins avant le petit déjeuner pour retrouver la santé.

**Radiovie**

Prendre de la Radioactivité c'est absorber de la vie

Le radium est vanté pour ses qualités éminemment bactéricides car il « atteint par rayonnement les microbes à l'intérieur même des tissus vivants où ils sont à l'abri de tous les médicaments ordinaires ». Cette propriété a permis la création de la Tubéradine contre les affections des voies respiratoires et particulièrement contre la tuberculose.

Le Matin 14 Août 1923

Août 1923



\*Des bougies au polonium 210 censées ioniser le mélange avant de l'allumer: C'est à Alfred Hubbard que l'on attribue l'idée d'utiliser des substances radioactives dans les bougies, le brevet date de 1929, mais les premières bougies radioactives n'ont pas été disponibles avant 1940. La société Firestone Tire and Rubber serait la seule à les avoir commercialisées.

### Fukushima, témoignage

*Nous publions ci-dessous des extraits du témoignage écrit de Sakaguchi Haruko, une Japonaise qui a fui son pays après la catastrophe de Fukushima. Elle fait ce témoignage lors de nombreuses réunions publiques. Elle était présente à Limoges pour une manifestation antinucléaire le 6 juillet dernier. Ce texte se passe de commentaires.*

JE SUIS RÉFUGIÉE DE FUKUSHIMA. J'habitais dans une ville qui s'appelle Miharu, à 45 km de la centrale de Fukushima Daiichi. Fukushima est l'une des 47 préfectures du Japon (2 000 000 d'habitants), qui se situe dans la partie nord-est du pays. Son chef-lieu est la ville de Fukushima (300 000 habitants, ville fortement contaminée). J'habitais avec mon mari et mon enfant de six ans (alors trois ans) dans une jolie petite ville de campagne [...]. Fukushima était une région de pêche et d'agriculture qui souffrait d'une diminution de la population, et qui avait donc besoin de l'industrie. Dans les années 60, les petites villes côtières ont ainsi décidé d'accepter la centrale nucléaire.

#### Situation avant l'accident

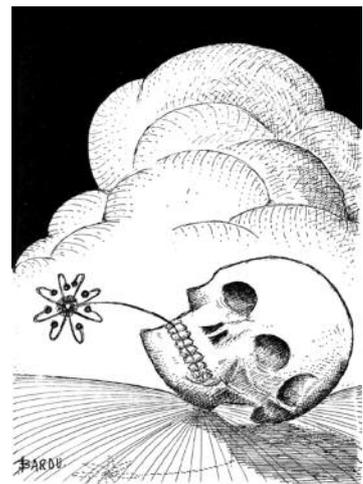
Miharu, notre ville, se trouve à 45 km de la centrale. C'était l'une des centrales les plus vieilles du Japon, avec une durée d'exploitation de presque quarante ans alors qu'elle était initialement construite pour trente ans. En 2001, l'ancien gouverneur de Fukushima, Eisaku Sato, qui était initialement favorable au nucléaire, a revu sa position suite à plusieurs incidents nucléaires que Tepco avait tenté de camoufler. Il a alors décidé de freiner les programmes nucléaires et cette nouvelle position lui a très vraisemblablement valu son emprisonnement. Le gouverneur actuel, Yuhei Sato, semblait également défavorable au nucléaire et j'étais d'ailleurs présente lorsque son adjoint nous a affirmé en réunion qu'il ne permettrait pas l'utilisation du Mox. Une semaine plus tard, nous avons appris par les informations télévisées que le gouverneur avait donné son feu vert pour

l'introduction du Mox dans une centrale de Fukushima. C'était en août 2010. Ils ont donc introduit un combustible expérimental, dans un réacteur qui avait trente-cinq ans et qui était construit pour durer trente ans. Je ferai aussi remarquer que le mode de communication n'a pas permis de confrontation. Le mouvement d'opposition a reçu l'assurance que le Mox ne serait pas introduit, puis le feu vert a été donné sans que l'on ait l'occasion de protester. À cette occasion, j'ai rejoint le mouvement contre le nucléaire. Cela m'a permis de connaître l'état de cette centrale, qui est vieille et faible contre les tremblements de terre, et dont la faiblesse face aux tsunamis avait été spécifiquement soulignée par de nombreuses personnes. Tepco n'a cessé de prétendre que la force du tsunami avait été au-delà de tout ce qui était prévisible. Mais la vulnérabilité était en fait connue. J'ai également appris qu'en cas d'accident, les villes se trouvant même à 100 km seraient affectées. Nous avons alors regardé le plan et vu que notre maison se situait à 45 km seulement...

#### Le jour de l'accident

Le 11 mars, quand la grande secousse est arrivée, nous avons pensé tout de suite à la centrale. Mais la ligne de téléphone était complètement coupée, on n'avait pas le moyen de s'adresser à personne. À la télé, ils disaient que les réacteurs étaient éteints et qu'aucune fuite de radioactivité n'avait été détectée. On s'est posé beaucoup de questions mais il était difficile de prendre une décision sans avoir d'informations. L'état des routes était très incertain et les répliques se poursuivaient à cinq minutes d'intervalle. On a tout de même préparé les valises et chargé la voiture en cas d'urgence. Vers 8 heures le soir, soit environ cinq heures après la secousse initiale, une amie du groupe antinucléaire est venue chez nous en voiture. Elle nous a dit que la centrale était dans un état très dangereux et que ceux qui ont de petits enfants devaient partir tout de suite. Cela nous a décidés et nous sommes ainsi partis avec une autre amie qui avait une fille de deux ans.

Je voudrais vous faire remarquer que lors d'un accident nucléaire, il est très difficile d'obtenir des informations. Nous avons eu la chance d'être avertis par une amie voisine qui était exceptionnellement au courant de



l'état des centrales. Sinon, il n'y a eu aucune alerte de la part des autorités. Au contraire, elles se montraient rassurantes. La mairie ne disait rien, ni la télé, ni même l'Internet. Sans la visite de cette amie, nous serions partis le lendemain et cela aurait été trop tard. Car le lendemain la ville a reçu une première quantité importante de radiations, et des quotas d'essence très sévères ont été instaurés pour faire face à la pénurie d'essence, rendant la fuite difficile et lente. Beaucoup ont eu du mal à partir à cause de cela. Nous avons été parmi les premiers à partir et cela nous a beaucoup aidés.

#### Après l'accident

Nous avons erré en nous dirigeant vers le Sud pendant une semaine à la recherche d'un asile, mais ce n'était pas facile. Quand notre fille a commencé à être fatiguée et malade à cause de tous les déplacements, nous avons décidé de prendre l'avion de rapatriement organisé par le gouvernement français. C'est ainsi que nous avons regagné la France et nous ne retournerons plus au Japon, au moins pour y vivre.

#### Situation de Fukushima aujourd'hui

Dans la préfecture de Fukushima, plusieurs villes sont désignées en tant que zones d'évacuation et environ 149 000 personnes sont réfugiées, dont 51 000 en dehors de Fukushima. On pourrait diviser ces réfugiés en deux groupes : ceux qui habitaient dans les zones d'évacuation et qui étaient obligés d'être évacués. Et ceux qui sont partis spontanément comme moi. Cela fait déjà deux ans et ceux qui vivent dans des refuges mènent des vies extrêmement difficiles. J'ai entendu qu'une ville avait fait évacuer 1 300 habitants et les avait installés dans un lycée désaffecté, dans la banlieue nord de Tokyo, à 200 kilomètres de Fukushima. Mais la vie n'est pas simple quand il s'agit de partager des salles de classe à plusieurs familles tous

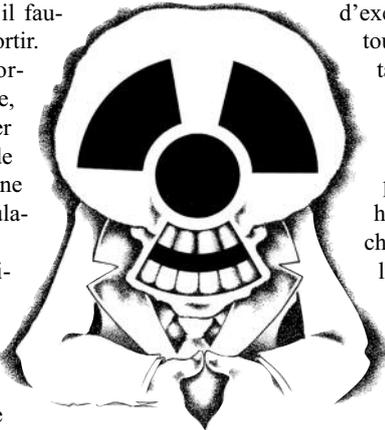
les jours. Au cours de ces deux années, 160 personnes sont mortes dans ce refuge. Aujourd'hui encore, 99 personnes y vivent.

Même s'ils arrivent à avoir leur appartement à eux, il faut se réadapter à tout, c'est très difficile. Les habitants de zones d'évacuation sont principalement des pêcheurs, agriculteurs et commerçants (sinon des employés de Tepco), ils s'adaptent mal à la vie d'une ville inconnue. Certains se mettent à boire ou jouer à des jeux d'argent. Cela provoque souvent des conflits avec d'autres habitants. Beaucoup sont en état de dépression.

Ceux qui habitent en dehors des zones d'évacuation reprennent une vie normale. Mais ils sont toujours très inquiets, car, d'abord, l'état de la centrale reste dangereux. Dans le réacteur n°4, il y a toujours 1535 barres de combustible et il faudra des années pour les sortir.

Si des secousses importantes se produisent encore, on dit qu'il faudra évacuer cette fois dans un rayon de 150 km et il s'ensuivrait une fuite massive de la population.

Les 3 réacteurs continuent à rejeter chaque jour 240 000 000 becquerels. De nombreux ouvriers y travaillent et reçoivent une énorme quantité de radiations.



### Conséquences sanitaires

Depuis octobre 2011, un groupe de chercheurs de l'Université médicale de Fukushima effectue une étude sur la thyroïde des enfants de la préfecture de Fukushima.

Les résultats de l'étude, publiés au mois de février, montrent que plus que 42% des enfants de Fukushima auraient des excroissances anormales de la thyroïde. Ils ont détecté déjà 18 cas de cancer et ces enfants ont déjà été opérés. 25 autres cas suspects sont également apparus.

Normalement, le cancer de la thyroïde chez les enfants est une maladie rare, avec un à deux cas par an par million d'enfants de moins de 15 ans. Les chiffres de Fukushima sont donnés pour 193 000 enfants. 44 cas sur 193 000, cela ferait déjà plus de 200 fois le nombre de cas attendus normalement. Et ce n'est sans doute que le début. Le résultat des examens de 2012 n'est encore pas publié.

Or les chercheurs de l'Université médicale de Fukushima, nommés par le gouverneur Yuhei Sato, affirment que ce résultat est sans rapport avec l'accident de la centrale. Ce mensonge est d'autant plus scandaleux que l'ancien chef du groupe, Shunichi Yamashita, le fameux personnage qui a dit: «les personnes souriantes ne seront pas affectées par les radiations», avait lui-même noté comme anormal après Tchernobyl un «taux de nodules thyroïdiens chez les enfants de 5 à 10 ans après l'accident à 1,74%», pourtant 24 fois inférieur au taux de Fukushima (42%). Cette même personne a également réalisé une autre étude en 2006 dans la préfecture de Nagasaki, qui montre que sur 250 enfants âgés de 7 à 14 ans, deux enfants seulement (0,8%) avaient des kystes thyroïdiens. (Il est vrai que le nombre d'exemplaires n'est pas pareil, tout de même la différence de taux est frappante.)

J'aimerais également noter que cette enquête médicale a plusieurs points qui indignent les habitants. D'abord, Shunichi Yamashita a envoyé une lettre (que j'ai pu lire) aux spécialistes des maladies thyroïdiennes de tout le Japon en leur demandant expressément de:

- ne pas faire de suivi des familles concernées avant un deuxième examen prévu dans deux ans,

- rassurer les familles concernées en leur expliquant qu'il n'y aurait pas de conséquences avant ce deuxième examen.

Les examens complémentaires sont ainsi systématiquement refusés. De plus, les résultats d'examens ne sont pas transmis d'une manière correcte aux parents des enfants. Si les parents souhaitent connaître le détail, il faut en faire la démarche en fournissant une pièce d'identité et une fiche d'état civil. Mais, même alors, ils n'auront toujours pas accès au dossier complet ni aux échographies.

J'ai également appris qu'un groupe d'habitants réfugiés près de Tokyo a demandé à l'hôpital de proximité de les examiner, et ils ont été refusés. On leur a répondu qu'ils devaient retourner à Fukushima, à leurs frais, pour pouvoir être examinés.

Lors d'une interview, M. Yamashita se vante de la quantité de données sans précé-



dent qu'ils vont pouvoir accumuler et analyser sur la population de Fukushima.

J'aimerais ici souligner la très lourde responsabilité du gouverneur de Fukushima. Il a choisi pour chef du groupe de chercheurs en charge des études sur la santé des habitants un homme très dangereux. Il a aussi fait nommer cette même personne vice-président de la Faculté de médecine de Fukushima, ce qui lui donne un grand pouvoir sur le corps médical. Le gouvernement s'assure ainsi le contrôle des informations et directives liées à la santé de la population. Or il apparaît comme évident que ce n'est pas la bonne santé des habitants qui les préoccupe en priorité.

En plus, il semble que ce groupe de médecins ne se préoccupe que de la thyroïde, alors que les effets de la radioactivité sur le corps humain sont très divers. Dès les premiers jours, on constate des symptômes légers tels que le saignement de nez, la diarrhée, le mal de gorge, mal aux yeux, allergie, etc. Moi-même, quand je suis rentrée à Fukushima en juillet 2011, j'ai eu un mal de gorge pendant tout le séjour.

Il faut aussi souligner l'effet sur le muscle cardiaque. Les césiums ont tendance à se concentrer dans le muscle cardiaque et provoqueraient des pathologies cardiaques. On constate officiellement des morts subites parmi des employés de la centrale et ceux qui se chargent de la décontamination. Il y a eu un nombre considérable de décès soudains parmi les adolescents et dont la cause est inconnue. Mais comme les autorités refusent de lier ces faits aux niveaux de radioactivité, il est difficile de connaître le nombre total de ces morts.

SAKAGUCHI HARUKO

### De l'électricité verte sur table rase...

*Ayant été à une conférence organisée par les élus de la petite ville où je crèche, sise dans les Basses-Cévennes gardoises, je reviens au sujet traité précédemment, mais sous un autre angle. Il s'agissait de la façon dont la firme E.ON compte convertir en électricité verte la châtaigneraie cévenole en la cramant dans la grosse centrale à biomasse de Gardanne. Intéressante leçon sur la façon dont s'y prennent les gros requins pour laisser les petits chacals s'entre-tuer à leur profit avant de ramasser la mise une fois le ménage fait.*

IL Y AVAIT À CETTE CONFÉRENCE un scieur pointant à la communauté de communes, un élu de la ville, une propriétaire forestière qui représentait le CRPF (Centre régional de la propriété forestière, organisme de gestion de la forêt privée), un autre propriétaire forestier et technicien sylvicole, et un ingénieur en thermoélectricité représentant d'E.ON. Le monsieur loyal était un journaliste, loyal surtout envers le projet E.ON.

On peut louer l'exquise discrétion d'E.ON: loin de se présenter pour ce qu'elle est, la 15<sup>e</sup> multinationale du monde et la 2<sup>e</sup> en matière de production d'électricité, derrière State Grid Corporation en Chine et devant Gazprom, dit être une importante entreprise européenne. C'est le moins qu'on puisse dire. Ces détails ont leur importance dans les luttes à venir: quand on voit le poids des intérêts du public face à ceux d'une entreprise comme Vinci, qui pèse 44 milliards de chiffre d'affaires, il faut évaluer les ronds de chapeau qu'on va en baver pour se faire entendre face à une boîte qui pèse 157 milliards de chiffre d'affaires, soit à peu près 4 fois plus. Pour donner un ordre de grandeur, le PIB de la Roumanie, en 2012, était de 169 milliards de dollars. Le poids financier d'E.ON est à peu près celui de la

Roumanie, sauf qu'elle n'a pas les contraintes statutaires d'un État, ni ses charges.

On dit que l'État français se désengage. Rien n'est plus faux: à ce géant qui dégraisse les salariés de ses centrales françaises, il sert sur plateau d'argent un contrat d'approvisionnement de vingt ans. On aimerait le voir aussi optimiste dans les Universités et les hôpitaux. L'État français, passablement schizophrène, fait confiance à E.ON à Gardanne, tout en l'assignant en justice et en le condamnant pour l'irrégularité de ses procédures quand il s'agit de liquider les autres sites. Que ta main droite ignore ce que fait ta main gauche...

Installe-toi chéri, mets-toi à l'aise, et tout ce que tu me feras dans les vingt ans à venir, je te l'achèterai rubis sur l'ongle. C'est qu'il y a des emplois à la clé. 68 à Gardanne, alors que le groupe projette de balancer au compost 535 emplois de la Snet, rachetée en 2008, en France. Ils savent compter, nos édiles? S'ils savaient compter, ils sauraient qu'entre 2002 et 2006, le chiffre d'affaires de la multinationale est passé de 37 à 67 milliards, tandis que ses effectifs, de 107856, passaient à 80612. C'est logique, ça? Oui, pour ce genre de boîte, c'est logique. En 2012, on l'a vu, le chiffre d'affaires est de 157 milliards, mais les salariés sont au nombre de 72000. En résumé, cette boîte,

qui a quintuplé son chiffre d'affaires en dix ans, s'est, dans le même temps, débarrassée de plus de 30% de ses salariés. Des gens qui ont une telle empathie envers les humains ne peuvent pas être indifférents aux arbres.

Qu'est-ce qui leur prend de vouloir raser nos vieux massifs? Car la zone d'approvisionnement prioritaire d'E.ON pour la centrale de Gardanne se trouve dans un rayon de 400 km, ce qui inclut le Limousin. En Limousin, où il existe une filière bois bien développée, ce sera probablement un peu plus coton, il va y avoir des explications de texte. Mais dans les Cévennes, de filière bois, il n'y en a pas. Il n'y a qu'une châtaigneraie ravagée par l'*Endothia*, sur des pentes raides en déprise agricole à peu près complète. Sur certains

versants, la proportion d'arbres morts est de 30%, on voit leurs cimes desséchées blanchir le peuplement. La châtaigneraie crève, c'est indiscutable, et elle crève d'abandon. Plus de troupeaux pour nettoyer les pentes, plus de paysans pour entretenir les terrasses, les vieilles citernes de pierres crevées, ce verger millénaire qui a couvert plus de 40000 hectares à son apogée est déperissant.

Que s'y passe-t-il? Ce qui se passe partout où une espèce crève: les pionniers arrivent, profitant des trouées de lumière, et s'installent: pins sylvestres, bouleaux, pins maritimes plantés pour le bois de mine du côté d'Alès. Arrivent ensuite les post-pionniers, érables, frênes, chênes, etc. Toute forêt laissée à l'abandon évolue naturellement vers son climax. Là où on la voit se recomposer, la forêt cévenole est riche, variée, on y trouve beaucoup de noyers, de figuiers, divers érables, des pistachiers et des lauriers, des buis, des frênes, des pins, plusieurs chênes, des platanes, des merisiers, des noisetiers en abondance, des hêtres et des sapins selon les étages, et lorsque les châtaigniers y sont dispersés ils sont beaucoup moins vulnérables à l'*Endothia*. Le problème, c'est qu'une forêt en phase pionnière, avec ses arbres clairs qui laissent proliférer les ronces, les aubépines, les prunelliers, est une forêt impénétrable et sujette aux incendies. Le problème, c'est qu'une forêt met soixante à cent vingt ans à atteindre son climax, et que l'homme n'a pas cette patience. Alors

pourquoi pas E.ON? se demandent les élus. Là où il n'y a pas eu de fric pour des petits projets locaux de filière courte bois-énergie qui auraient pu redynamiser les Cévennes sans les raser, on trouve des océans de pognon pour un énorme projet sylvo-industriel qui ne fournira pas d'électricité sur place, dans la plus pure logique coloniale.

E.ON n'a pas d'autre plan que celui de produire tant de mégawatts. Plus gros pollueur d'Europe en 2008, il veut sa pastille verte et fait du gringue aux renouvelables. Que le bois soit pire que le fuel en matière de bilan carbone si on ne reboise pas derrière lui est indifférent: après tout, il n'empêche personne de reboiser derrière. Mais le reboisement, ça coûte du pognon. Il y a plusieurs stratégies: replanter, ou laisser rejeter. Le

**Le poids financier d'E.ON est à peu près celui de la Roumanie...**

**Plus gros pollueur d'Europe en 2008, E.ON veut sa pastille verte.**



châtaignier, pour peu qu'il ait moins de cent ans et soit en bonne santé, rejette vigoureusement de souche et forme un beau taillis. C'est la solution la moins onéreuse, celle qui sera privilégiée par les petits propriétaires, sauf que la châtaigneraie cévenole est âgée et malade. Autre particularité cévenole, les épisodes du même nom, un phénomène saisonnier d'une violence extrême qui fait grimper la pluviométrie de ces zones pourtant sous influence méditerranéenne, avec l'effet de lessivage des pentes nues qu'on imagine. Il n'est pas rare ici que les petites routes à flanc de montagne perdent des tronçons. Tant que les pentes sont boisées, l'effet d'érosion reste limité. Après des coupes rases, car c'est de cela qu'il est question, on en reparlera. Mais E.ON s'en balance. E.ON n'a d'autre projet que d'acheter le bois, non au stère ni à la tonne, mais au KW. D'après l'évaluation de l'ingénieur, ce serait de l'ordre de 70 € la tonne, prêt à l'emploi. Ça, c'est de la philanthropie.

Au-dessus de quatre hectares, il est interdit d'effectuer une coupe rase sans plan de reboisement. Mais la plupart des petits propriétaires forestiers ont moins d'un hectare. En mettant bout à bout des ares et des hectares et demi, des pièces et des morceaux, on peut parfaitement réaliser des coupes rases de plusieurs centaines d'hectares sans rendre de comptes à personne. Ça ne sera pas la faute d'E.ON. À chaque remarque de ce type, le jeune loup aux dents qui rayent le plancher bottait en touche : ce n'était pas le problème d'E.ON. Tout est sous-traité. Parlez-lui de mégawatts, de fric, de pourcentages, là d'accord. Ce grand cynique s'est même payé le luxe de conseiller aux petits propriétaires de s'entendre, de former des associations pour éviter le ravage de leurs paysages. Car il faut compter avec les entreprises forestières indélicates, qui écrasent les sols, bousillent tout, blessent les arbres qu'elles ne coupent pas, laissent derrière elles la plaine de Verdun. Sur ces sols com-

pactés, même les pionnières ne s'aventureront plus de longtemps. Mais tout ça ne sera pas la faute d'E.ON. E.ON prend livraison des pellets, point barre. Et s'il tire sur les prix, provoquant en amont des empoignades dignes du far-west entre les élus qui veulent complaire au scieur, bon employeur du coin, aux propriétaires moyens qui voudraient bien trouver enfin un débouché pour ces bois pourris, et les habitants peu soucieux de voir leurs paysages saignés à blanc, c'est qu'il faut qu'il fasse son beurre aussi. Et son beurre, il le fera : l'État lui a signé son contrat d'approvisionnement. Après, les deux se lavent les mains au même robinet. En 2009, la Commission européenne a condamné E.ON et le français GDF-Suez à une amende pharaonique de 553 millions d'euros chacun pour une entente illicite qui a floué des millions d'utilisateurs. Et alors ? Et après ? Ils sont les rois, nous les serfs. Banco ! Qu'on leur déroule le tapis vert !

LAURENCE BIBERFELD

### Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

### Soyez réalistes, devenez managers !

*Je vous découvre, cher(e)s camarades zutopistes bavards et remuants, occupés à défaire ou refaire le monde, réunis autour d'une table, partageant le pain de l'amitié, écumant joyeusement quelques verres de vin rouge tout en dégustant des fromages bio aux senteurs surprenantes. Je vous entends récitant des poèmes, ou fustigeant les injustices criantes de la vilaine société capitaliste. Regroupés sous un abri de fortune, perdus au milieu d'une nature tout aussi généreuse qu'envahissante, vous élaborez mille projets fantaisistes tricotés d'entraides et de solidarités. Allons ! Cessez vos vaines gesticulations ! Laissez tomber vos grimoires remplis d'idées farfelues, et prenez enfin l'histoire dans le sens de la marche. Apparaissent désormais comme des visionnaires. Jetez aux orties vos tuniques trop bariolées ou trop noires, passez chez le coiffeur, et endossez le costume sobre du « manager ».*

EN MA QUALITÉ D'EXPERT autoproclamé en ce domaine, je me permets, sans plus attendre, de vous fournir gracieusement quelques conseils aussi précieux qu'indispensables, qui vous permettront de révéler le coach, le consultant, le leader qui sommeille en vous ; ce personnage obscur et fascinant tirillé par le besoin de gérer et diriger, cet être crépusculaire un peu chef d'orchestre, un brin marionnettiste, et surtout, amateur de sang neuf. Dorénavant, vous n'envisagerez plus le monde qu'en interprétant des tableaux, graphiques et autres bilans comptables, et ne concevrez plus l'existence qu'en termes de moyens mis en place en vue d'obtenir des résultats. Vous n'aurez plus un idéal à atteindre, mais des objectifs à dépasser.

#### Le temps se gère...

Commençons par redéfinir la notion de temps. Oubliez les considérations d'ordre météorologiques. La pluie, le vent et le soleil ne vous affectent plus. Finie la posture nonchalante du contemplatif qui regarde filer les nuages. Oubliez aussi le temps historique, les époques de jadis, toutes ces guerres et autres révolutions compilées dans les manuels d'Histoire. Pour vous, le temps devient argent, profits ou pertes, il défile en une succession de chiffres sur des écrans de contrôle, il fluctue au rythme des cours des valeurs boursières. Il ne passe plus, il se gère et s'optimise.

La journée n'étant pas extensible au-delà de vingt-quatre heures, pour accomplir vos multiples tâches et exercer efficacement vos fonctions, sans courir le risque du « burn out », vous apprenez à déléguer une bonne partie de votre travail. En bon monarque avisé, vous conservez les missions confortant votre statut, telles que présider les réunions, recevoir les personnes importantes et

prendre les décisions majeures. Pour le reste, tout ce qui concerne les activités indispensables mais peu valorisantes, fastidieuses et chronophages, vous avez recours au « reporting » : cet art délicat qui consiste à confier un maximum de tâches à vos collaborateurs, en leur expliquant bien, que pour eux c'est une chance exceptionnelle, une occasion unique de dévoiler tous leurs talents. Ainsi, il se crée un climat de confiance propice à une implication toujours croissante dans le travail. De plus, en cas d'échec ou de problème au sein de la société, vous pouvez en imputer l'entière responsabilité au collaborateur, qui se transforme alors en fusible et saute à votre place. Mais attention, en lui offrant la possibilité de prendre des initiatives, se sentant pousser des ailes, celui-ci risque d'en profiter pour grignoter sournoisement votre pouvoir. Par conséquent, manager, c'est aussi savoir s'entourer d'alliés fidèles suffisamment compétents et motivés pour accomplir une bonne partie de vos missions, mais assez raisonnables pour savoir rester à leur place, et ne pas convoiter la vôtre.

#### Une règle d'or : le BASM

Quoi qu'il advienne, vous restez à la tête de l'équipe. Pour cela, vous demeurez d'humeur égale. En toutes circonstances, vous appliquez la règle d'or du BASM « Bonjour, sourire, au revoir et merci ». Même si, en catimini, vous préparez un plan social visant à licencier une partie du personnel. Bien sûr, vous vivez dans un univers de concurrence acharnée, où la prédation fait loi, mais vous ne devez pas pour autant oublier les principes élémentaires de la courtoisie et du savoir-vivre. Vous avez le droit de souffrir, de piétiner, de mépriser, d'éliminer, mais toujours avec le sourire et la formule de politesse convenue. Si malgré tout vous craquez,

faites-le en privé, défoulez-vous en allant courir ou pratiquez des exercices de relaxation et, au besoin, ayez recours aux psychotropes en vente à la pharmacie et remboursés par la Sécurité sociale. Il est bien normal que la société paie pour soigner les maux qu'elle engendre. En plus, c'est bon pour le petit commerce et l'industrie pharmaceutique.

#### Le citron a-t-il encore du jus à donner ?

Afin de prendre le pouls de votre groupe, vous recevez, une fois par an, en entretien individuel, chaque membre de votre personnel. Vous adoptez alors une attitude affable et détendue, sans pour autant rompre le rapport hiérarchique. Vous créez une relation de confiance propice à la confiance. Le collaborateur ainsi mis à l'aise se livre plus facilement et vous en apprend beaucoup sur sa vraie personnalité, ses motivations, son état d'esprit, ses projets et ambitions concernant son avenir professionnel. Vous jugez alors s'il faut le considérer comme partenaire fiable, ou voir en lui un élément peu sûr. Vous évaluez si le citron a encore du jus à donner et si vous pouvez continuer à le presser. Comme pour un entretien d'embauche, lors de cette entrevue, tout est analysé ; les mots choisis, le ton employé et l'attitude générale trahie par les gestes ou les silences embarrassés. Le fait de montrer des signes de faiblesse, de se poser trop de questions peut nuire gravement à la qualité de l'engagement professionnel. Autant de symptômes à repérer et traiter rapidement. C'est aussi le bon moment pour féliciter, flatter et récompenser, mais aussi pour revenir sur des incidents survenus au cours de l'année écoulée, et recadrer les contrevenants. Lors de ce huis clos, se jouent les promotions ou les mises au placard, ou encore les ébauches de futurs plans sociaux...

## De vieux râleurs syndicalistes

Considérée par certains comme un panier de crabes où les gros mangent les petits, une jungle où les félins dévorent le troupeau par d'autres, l'entreprise est aussi le théâtre antique où le fils poignarde le père pour s'emparer du pouvoir. En tant que manager, vous avez à cœur de motiver les jeunes loups encore couverts de duvet mais dont les dents déjà aiguisées peuvent faire mal. Lors du discours de bienvenue, vous devez faire étinceler leurs pupilles en parlant de passion et d'engagement, tout en imposant votre statut de leader. Tout droit sortis des écoles qui les ont formatés, ils fournissent une main-d'œuvre corvéable et malléable qu'il convient d'utiliser pleinement. Il faut simplement les remettre en de bonnes mains et, surtout, veiller à ce qu'ils ne côtoient pas de trop près de vieux râleurs syndicalistes (ceux et celles que, malgré tous vos efforts, vous n'avez pas encore réussi à mettre hors d'état de nuire) qui pourraient, par leur attitude et leurs propos, infecter les esprits influençables des novices. Afin de canaliser ces énergies nouvelles, vous devrez rapidement déterminer avec précision la longueur de la chaîne accrochée au cou de ces jeunes recrues, pas trop courte pour ne pas entraver l'initiative personnelle et laisser l'illusion de la liberté, mais pas trop longue non plus afin de toujours garder un œil attentif sur tout ce petit monde potentiellement conspirateur.

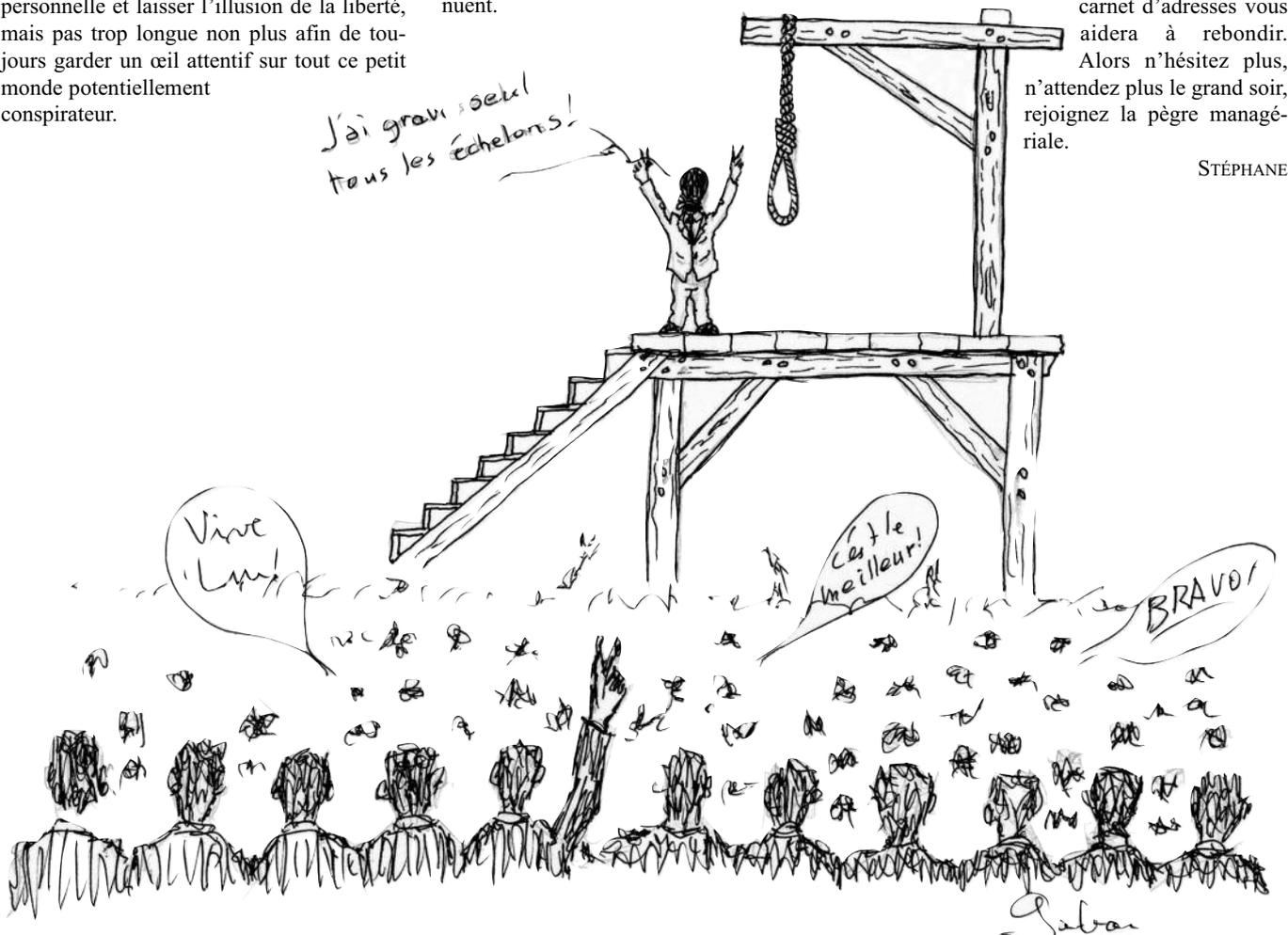
Toujours à l'affût, le manager assure également son rôle de vigie. Un salarié surmené risque en effet de très mal vivre sa situation. Alors, si votre regard perspicace détecte des signes de fléchissement chez un collaborateur, démotivation ou irritabilité, vous savez prendre les mesures adéquates et l'écarter avec tact, soit par le biais de la médecine du travail, soit en sortant de votre chapeau quelque faute professionnelle nécessitant un licenciement. Peu importe la méthode, il faut se débarrasser du maillon faible et éliminer l'élément perturbateur. Et si, par désespoir, au bout du rouleau, celui-ci vient à commettre l'irréparable en s'immolant sur le parking de la boîte, ou en se pendant au fond de l'atelier, n'hésitez pas à communiquer. Devant les médias, prenez un air affecté et fataliste, montrez-vous bouleversé par le drame humain, mettez en avant la politique de dialogue instaurée au sein du groupe et, surtout, n'oubliez pas d'évoquer les graves problèmes personnels, sans liens avec les conditions de travail, auxquels votre regretté collègue était confronté. Si le malaise persiste, mettez en place une cellule de soutien psychologique visant à faire en sorte de rendre supportable ce qui est inadmissible. Ainsi la messe est dite et les affaires conti-

## Archaïsmes ou acquis sociaux ?

Mis à part certains aspects pénibles liés à votre fonction de manager, vous trouverez dans cette activité une occasion unique de vous réaliser pleinement en tant qu'individu. Ayant gagné en assurance, vous serez capable de prendre des décisions bouleversant les habitudes et méthodes de travail, vous saurez mettre à bas ces archaïsmes que certains appellent encore leurs acquis sociaux et tout cela dans l'unique but d'engranger des bénéfices et autres plus-values. Débarrassé de ces fausses pudeurs que donne parfois l'accumulation du profit, vous exhiberez votre réussite en consommant sans modération des biens et services réservés à une élite. Ostensiblement, vous afficherez votre appartenance à la classe des dominants. Aussi à l'aise qu'un requin dans les mers du Sud, vous évoluerez en souplesse dans le milieu des décideurs débarrassés des dogmes et autres tabous. Certes, vous vivrez dangereusement, entre le sourire carnassier du DRH, les ambitions démesurées du petit stagiaire et votre bras droit insatiable, mais, rassurez-vous, car si, par maladresse ou pure incompetence, vous tombez de votre piédestal, un parachute doré ou un matelas de stocks-options sera là pour amortir la chute, et votre

carnet d'adresses vous aidera à rebondir. Alors n'hésitez plus, n'attendez plus le grand soir, rejoignez la pègre managériale.

STÉPHANE





### À bas la «pwofitasyon»!

*La Guadeloupe, qui attire de nombreux immigrants pauvres venus d'Haïti et de Saint-Domingue, serait-elle un Eldorado? Qu'en pensent les descendants d'esclaves noirs, de coolies indiens qui voient les richesses passer des mains des Békés aux serres des multinationales? Après la grève générale de 2009, la «pwofitasyon» est-elle ébranlée?*

#### La route du rhum

La Guadeloupe n'est plus une «colonie» mais un DROM (Département français et région d'Outre-mer), ce qui honore bigrement les habitants des huit îles de cet archipel de la mer des Caraïbes. Dès l'arrivée au port de Pointe-à-Pitre un léger parfum de rhum rappelle que 10% de la canne à sucre lui sont consacrés. Cette dernière production fait vivre chichement les familles de planteurs, car les profits se partagent entre raffinage et blanchiment (du sucre, pas de l'argent), qui sont réalisés en métropole.

La culture de la banane n'est guère plus rémunératrice puisque, destinée à l'exportation, elle se retrouve sur un marché contrôlé par trois multinationales américaines.

Ces deux productions représentent l'essentiel de l'activité des 10000 exploitations agricoles, les cultures fruitières et légumières étant largement minoritaires. De fait 90% des produits consommés sont importés par des entreprises telles Carrefour ou MacDo. Les prix sont ceux de la métropole, augmentés d'une taxe de transport, alors que les salaires sont bas.

Le secteur privé se partage entre investisseurs de la métropole et Békés (descendants des colons blancs propriétaires d'esclaves).

#### Le travail aux Noirs

Dans cet archipel plusieurs peuples amérindiens se sont succédé depuis plus de 3000 ans, notamment les Arawaks, puis les Caraïbes au xv<sup>e</sup> siècle, qui l'appelèrent Karukera (île aux belles eaux). Christophe Colomb débarque en 1493 et la baptise Santa Maria de Guadalupe de Estramadura. Les

premiers Français arrivent en 1635 et apportent les «bienfaits» de la civilisation occidentale conduisant à la quasi-disparition des habitants en vingt ans, par massacres et maladies. À l'instar des Espagnols, ils ont l'idée de faire fructifier leur possession en cultivant la canne à sucre. Ayant fait table rase sur ce territoire, il est nécessaire d'importer de la main-d'œuvre. À l'époque, le salariat était avantageusement précédé par l'esclavage. Venant d'Afrique, des bateaux chargés à ras bord assuraient une traite négrière régulière. La «légalité» étant un souci permanent de nos sociétés policées, le *Code noir* assura un cadre «protecteur» au nègre: baptême catholique obligatoire, nom «civilisé», marque au fer rouge pour le repérer au cas où on le perdrait...

En 1794, la Révolution française abolit l'esclavage, mais Napoléon le rétablit bien vite en 1802, ce qui déclencha une grande révolte. Mais notre «vaillante» armée engagea la «Guerre de Guadeloupe», qui se termina par le massacre de 10000 hommes et femmes, soit 10% de la population! Ce n'est que le 27 avril 1848 que l'abolition définitive sera votée.

Écrivain martiniquais, Raphaël Confiant rappelle cette page «glorieuse» de notre histoire: la décimation de villages africains, l'embarquement forcé à bord des bateaux négriers, l'acheminement à fond de cale dans la salissure et la pourriture, le viol permanent des négresses par les marins, la mise en esclavage dans les plantations de canne à sucre, les tortures, les coups de fouet, les crachats, le mépris, la haine, la douleur, la condescendance...

#### De l'indigénat au salariat

Après cette date, pendant un siècle le *Code de l'indigénat* permettra de préserver les avantages considérables des Blancs. La main-d'œuvre va changer de couleur dominante, puisque les comptoirs français en Inde exportent des coolies. Leur nom, d'origine chinoise, décrit bien ce qu'on attend d'eux: Ku = souffrance, li = force.

En 1881, l'enseignement public, laïc et gratuit, s'étend à tous les Guadeloupéens, leur permettant de s'imprégner de la si belle Histoire de France, bien plus «passionnante» que celle de leur île. Encore aujourd'hui, aucun cours n'est donné en créole, parlé pourtant par la grande majorité.

Salariés agricoles, petits planteurs, coupeurs de canne à sucre, qu'ils soient importés d'Afrique ou d'Asie, ont des conditions de vie et de travail misérables. En 1963, le chômage croissant aggrave la situation, et 10000 Antillais sont envoyés en métropole qui leur propose généreusement des emplois peu qualifiés dans les PTT, les hôpitaux, l'administration. Le mécontentement se traduit par la création du premier mouvement nationaliste, le GONG, mais aussi par de nombreuses grèves. Celle du bâtiment de mai 1967 à Pointe-à-Pitre déclenche une émeute matée par les CRS (85 morts «officiels»). Certains indépendantistes créent alors des syndicats, qui se regrouperont dans l'UGTG. De même dans le domaine agricole, l'UTA, puis l'UPG, regroupent ouvriers agricoles et petits paysans et, dans les années 70, des occupations de terres sont organisées, d'abord pour l'habitat et les jardins vivriers, puis pour installer des jeunes et

des ouvriers agricoles. Les actions dans tous les domaines ne vont pas cesser jusqu'à la grève générale de janvier 2009, impulsée par le Liyannaj kont pwofitasyon (Rassemblement contre la «pwofitasyon») : Ces quarante-quatre jours d'insurrection firent plier les Békés, la bourgeoisie locale et la puissance coloniale. Une grève générale totale, déterminée, de tout un peuple. Fermer d'autorité les entreprises, comme le LKP l'a fait régulièrement, a eu l'effet de libérer les salariés du chantage implicite ou explicite exercé par leur patron.



## Le théorème d'Archimède

Harry Archimède, chercheur à l'Inra Guadeloupe, affirme : *Il faut se battre pour retrouver la souveraineté économique, en particulier alimentaire, à travers une agriculture paysanne et la distribution de produits servie par des moyens et réseaux alternatifs aux marchés capitalistes, les plus directs et équitables possibles.* Dans les années 80, les occupations de terres continuent et, face à la crise de l'industrie sucrière, les compagnies abandonnent la canne à sucre et spéculent sur les terres. Jusqu'alors les paysans les louent, à condition d'en consacrer 80% à la canne à sucre, le reste, le «jardin créole» est à leur disposition. Sous la pression des syndicats UTA-UPG, l'État, par l'intermédiaire de la Safer, acquiert 11 000 hectares qui sont redistribués par «lots fonciers» d'une dizaine d'hectares, les «lots jardins» étant attribués pour un franc symbolique.

Les syndicats, souhaitant une propriété publique et non individuelle, ont créé une quarantaine de Groupements fonciers agricoles (GFA), regroupant chacun une vingtaine de paysans. Cette structure, utilisée notamment pour la lutte des paysans du Larcac contre le camp militaire, partage les parts : 60% pour la Safer, 40% pour les paysans, qui louent leur terre, la Safer restant propriétaire. Ainsi les «lots fonciers» ne risquent pas d'être morcelés de génération en génération ou d'être l'objet de spéculations. Pour les décisions collectives, le collège paysan est majoritaire dans le CFA. Afin d'éviter le mitage amené par les bâtiments,

des «zones d'habitations» ont également été attribuées à proximité.

Dans la même période, plusieurs centaines d'agriculteurs ont pu faire valider leurs occupations de terres. Depuis lors, les cultures se sont diversifiées : maraîchage, fruits, manioc, maïs, élevage, accueil à la ferme. Récemment, un début de production bio s'est mis en place et une première Amap a été créée.

Une autre initiative intéressante est le GIEC (Groupement d'intérêt économique) du sud de Basse-Terre où 30 petits paysans vendent collectivement leurs produits (légumes, fruits, volailles, etc.), cultivés en respectant le sol et l'environnement. Ils se réunissent régulièrement pour planifier leurs cultures, définir les quantités pour leurs besoins et pour la vente. Tous les quinze jours, cinq paysans à tour de rôle («groupe de suivi») visitent les fermes, échangent, conseillent, s'entraident. Les prix ne sont pas calculés en fonction du marché, mais sur la base du prix de revient, travail compris : «Ce que nous revendiquons, c'est avant tout la souveraineté alimentaire, régulée à la fois par les paysans et les consommateurs.»

## Globalement et localement, les capitalistes pensent et agissent

Après avoir bénéficié des aides de l'État pour les 200 euros d'augmentation obtenus en 2009, les patrons du Medef et de la CGPME dénoncent les accords d'entreprise au moment où ils devraient commencer à les financer eux-mêmes.

Aujourd'hui les politiques et les institutions ne veulent plus entendre parler du LKP en tant que fédération qui a réussi à unir des

Guadeloupéens de tous âges, de toutes origines, de toutes catégories sociales, dans le cadre d'un projet, avec des objectifs.

Alors que la situation économique et sociale reste désastreuse – 25% de la population illettrée, 35% de la population active et 60% des jeunes au chômage –, les «zélus» en rendent le mouvement social responsable...

De leur côté, le LKP et les syndicats rappellent : «Notre agriculture est de type colonial, axée principalement sur des cultures d'exportation. Nous importons tous nos produits laitiers de France. La mondialisation fait que même certains jus estampillés "production locale" sont en fait fabriqués localement avec des ingrédients importés.»

Ils se battent notamment contre un projet de port en eaux profondes, qui viserait à faire de Pointe-à-Pitre le «hub» caraïbe du commerce international : 1,2 million de containers par an, qui arriveraient de toute la planète pour être redistribués dans la région. C'est la logique de la globalisation capitaliste (voir *Creuse-Citron*, n° 31), où la spécialisation des cultures et des productions enrichit les multinationales, ruine les petits et empêche tout développement productif local.

Alternatives locales et révoltes globales abattront-elles la «pwofitasyon», pérennisation d'un système de domination d'une caste sur le plus grand nombre, en Guadeloupe comme partout ?

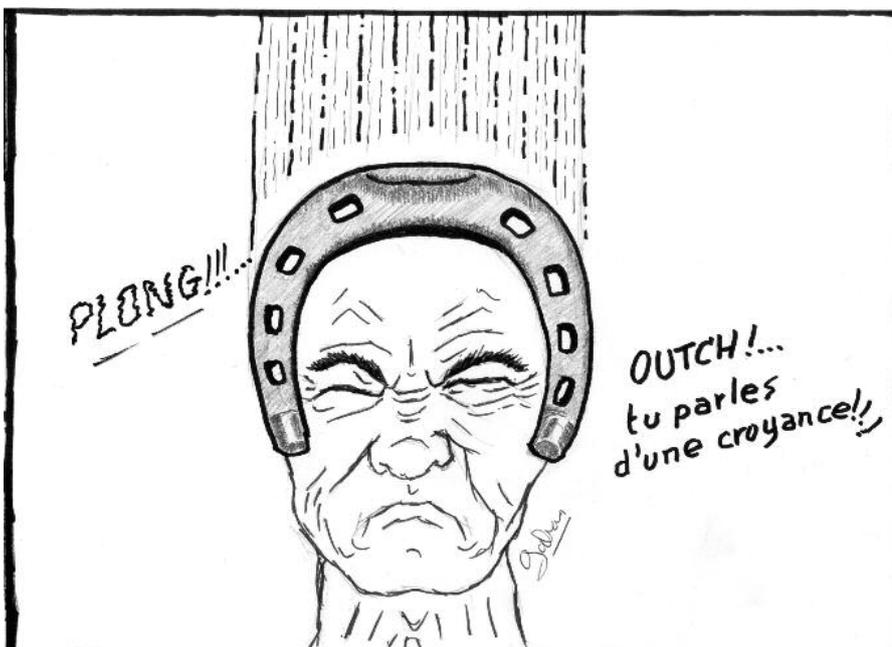
ÉLAN NOIR

À lire :

Raphaël Confiant, *Nègre marron*, 2006 ; *Les Saint-Hubert, L'en-allée du siècle 1900-1920*, 2012 (éditions Écriture).

## ATHEZ-VOUS !

*D'abord Adam n'aimait pas les pommes.  
C'est vrai; pisque c'est écrit ici!  
J'connais Ève d'abord! Même pas toi! T'es pas journaliste, toi!  
Moi non plus d'ailleurs...*



DANS LA GRANDE VAGUE porteuse de cette régression, que sont les communautarismes, il est indispensable d'avoir des ennemis désignés. Oh! C'est simple: pour commencer l'ennemi c'est l'autre, celui qui ne partage pas tes dogmes! Il serait intéressant de garder à l'esprit que si la laïcité doit s'habiller de dogmes, elle aussi, on est bien dans la mouise! La laïcité n'est pas à opposer aux sectes et autres fumisteries qui font un retour en force sur les marchés pour gogos. La laïcité est un état de fait, ça n'est pas à discuter! Après que chacun se débrouille avec ses peurs de je-ne-sais-quoi et aille rejoindre la communauté des adorateurs de l'oignon, du nombril, ou les tréflés-à-quatre-feuilles, les sûrs-et-certains qu'le fer de cheval ça est du bonheur assuré dans la maisonnée, les végétariens acharnés, les boit-sans-soif, et leurs contradicteurs intégristes. Soit? Mais qu'aujourd'hui, et de nouveau, avec une violence étonnante, on ne puisse plus rencontrer tel ou tel sans qu'il me bassine au bout de cinq

minutes avec son «moi je suis bouddhiste d'origine juive, et toi?» Quand je réponds, j'm'en cogne le coquillard, je vois, dans le regard d'y-celui, une espèce d'incrédulité qui tourne vite au caillé. «Bah? t'as bien était élevé dans une religion? Parce que quand même faut reconnaître que la famille, la, religion, c'est le ciment de la société! C'est quand même indispensable, la religion! Sans la religion il n'y aurait pas de morale...» et patati patata... pas question d'arrêter la logorrhée chiante. De déroger au discours. Je sais que la Creuse semble, encore, à l'abri de ce renouveau nauséux qui va son chemin vers ces communautarismes hargneux. Rasle-bol de cette frénésie identitaire! Curieusement il n'est plus question que de la religion; jamais des religions, sous entendu la bonne, pas les autres. Faut appartenir... faut être du clan... faut avoir l'axent qui faut... putain ça m'fait cagner des yeux.

J'ai ouïs le maire d'un bled pourri ( je dis bled pourrave parce que tout le conseil muni-

cipal est derrière son first-élu de mes deux églises), le zélu, donc, revendique le droit à son objection de conscience pour refuser de marier un couple de même sexe. Moi je serais t'été maire, je vois arriver un manutentionnaire qui désire que, en tant qu'officier d'état-civil, je le marida... soit, mon brave! lui rétorquais-je, tu as une veine de...? j'adore les manutentionnaires! La manutention me bouleverse. Le beau métier que voici! Chaque jour qui passe tu reçois plein de cadeaux, livrés par des livreurs à qui, comme tes manutentionnaires, tu n'es pas tenu de donner un pourliche et qui ne t'en veulent pas pour autant. Là, t'as ouvert tes colis plein de joujoux et tu les ranges sur de belles étagères, qui n'attendent que ça, les gourmandes. Comme un manutentionnaire n'est pas, par nature, un pur égoïste et a le sens du partage, dans la journée, il offre un petit joujou par-ci, un autre par là! Ce qui fait qu'il a plein de copains. Dire qu'il n'y a même pas un manutentionnaire au Panthéon, c'est simple j'en ai la rage au cœur et les larmes aux yeux. Quelle honte! Alors tu vois mon petit, le plaisir que j'aurais à te marier d'heureux chef. Dis voir un peu qui est l'heureuse élue? Ah, Geneviève? C'est mimi ça, Geneviève.! (penseur, les yeux au ciel). Et que fait dont cette petite Geneviève...? (soupir profond, rêveur) De quoi? hurlais-je... professeur de français? Kouije et kaspérge, dans mon beau pays que j'aime, une professeure de français se croirait autorisée d'épouser un manutentionnaire? (re gros soupir, à l'évocation du beau métier). Et par là-même le ravir à notre communauté? Je pense... Qui a dit te vante pas? (la voix vociférante)? Et vous voudriez m'enlever ma liberté de penser avec ma liberté de conscience? Sachez, impertinent, que je suis ici par la force du peuple et que je n'en sortirais que par... par quoi déjà? Bref, ta gueule! Reprenons mon petit, là tu commets une erreur mon petit, il faut réagir et te reprendre sur le champ!

Mais tu ne vois donc pas ces hordes d'intellectuelles assoiffées de pouvoir, avides de



spolier nos manuels intègres, dont tu représentes la quintessence... que dis-je? La transcendance! Mais ouvre les yeux, ces gens ne sont pas comme nous, ! Pas la même culture! Pas les mêmes mœurs. D'origine incertaine! Je parie étrangère! Comment ça, elle est française? Et alors, c'en est plein de ces faux Français aux origines douteuses. De toute façon je me retranche derrière mon objection de conscience! Jamais je ne consentirais à livrer un manutentionnaire (gros soupir bouleversé) à une voleuse. Une traînée. Une va-nu-pieds!... Une... étrangère! Si mon petit, je vois, là, qu'elle est native de Collonge-lès-Bévy, avec en plus, un Y à la fin, ça ne sonne pas bien de chez nous c't'affaire-là! Sentences-je, pour achever la pauvre âme perdue. Mais oui, je sais bien qu'elle est installée ici depuis ses dix ans! la belle affaire! Ce serait trop facile ça, s'il suffisait d'arriver à l'âge de dix ans quelque part, d'y vivre à nos crochets et prétendre au droit du sol! Quoi les adjoints? Parce que tu crois que les adjoints font ce qu'ils veulent? Saches qu'un adjoint ça doit obéissance à son premier élu, et là, le premier élu, en l'occurrence, c'est moi, Monsieur Le Maire. Et Mòssieur le Maire

s'oppose fermement à un mariage contre nature. D'autre part les adjoints, aussi, ont droit à leur liberté de conscience, et, par là même, à faire valoir leur objection de conscience.

Sais-tu, beau manutentionnaire, que le nom si doux, manutention, vient du latin, *manutenerere*, qui signifie maintenir... (encore rêveur), je suis aussi un manutentionnaire puisque, par ma noble fonction, j'ai la charge de maintenir les bonnes traditions communautaires de notre commune. Nos traditions! Nos bonnes mœurs! C'est à ce titre que, dans ma réserve d'objecteur de conscience, je ne puis consentir à ta requête! Tiens par exemple si tu venais me dire, Monsieur le maire, je veux épouser le gros Léon, le forgeron. La loi me demande d'accéder à ta demande, eh bien non! Là encore, objection de conscience!

Quoi lecteur? Tu trouves ça absurde! Mais dis voir, je te laisse ta liberté de lecture, alors moi laisse-moi ma liberté de faire! Là où j'ai envie de faire!

Communautés... communautarismes... p'tites boîtes racornies...! c'est quoi ces flubes qui t'étripailent.? C'est quoi t'es-ce, cet autre kè pas d'chez-toi? Kè pas comme toi, crois-tu? Pòv mec... j't'en veux vois-

tu... tu m'fais chialer beaucoup... tant et plus... qu'faut q'j'boive grands coups d'godets... compenser! Quand j'te sais... envie d'crever... là vite! Pu envie... t'laisser faire...! Faut qu't'arrêtes...! empêcher l'aut'... ? De quoi,...d'êt' lib'... lui?... d'avoir envie... lui?... d'viv'... lui?... d'choisir... lui?... laisse tomber t'es con... nul à chier des pointes d'charpentier dans le sens d'la largeur... pi t'm'fait bosser dimanche... j'aime pas... ni lundi du reste... pi mardi, j'roupille... mercredi, la cosse... jeudi, j'aime pas... vendredi, y a marché... samedi, j'picole... aut' jours aussi... dimanche?... pffuuuu...! T'a vu cé dimanche... j'écris pas dans la bêête langue! t'es gonflant...! T'as vu grosse loche...? té toi?... avec ta clique. d'réacs...! ta conscience...! ouk t'la carre? quand c'est k'faudrait gueuler... descend' dans la rue... ouvriers... paysans... employés... ouvriers... paysans... employés... tous... exsangues... humiliés... qui sont...! Broyés ki sont...! Dimanche... lundi... mardi... mercredi... jeudi... vendredi... samedi... dimanche... charbon! et les nuits... t'en fous quoi des nuits?... peuple épuisé roupille... crevé, traqué, lessivé, ferme sa gueule... t'as pas la gerbe... là...! ou kèlle est ta rébellion de conscience d'objecteur médiocre? ta messe?... travail... capital... esclavage...! tu triques gros porc...? bien-être d'l'enfant k'tu dis...! enfant... otage... esclave, plus tard...! t'en fous des drôles... vrai...? c'est tes frustrations qui t'guident... ta vie... haine... misère de l'intelligence... rien... abysses... maître étalon du néant k'tè...! décampe... carre... trisse... ripe des godillots... vas à lourdes... miracle?... toi moins lourd...! j'y crois pas à c'truc des mirac's... mais tout d'même?...

Tiens t'vois...! Tu m'fais tellement...? Tout... ch'ais pas? qu'j'vais voir la camarde pour une partie d'échec, comme dans le Septième sceau, d'Ingmar Bergman... Kè tu dis? Lacamarde ça fait Rom?... Ingmar ça fait pas d'là?... et Bergman?... c'est étranger tu dis... ouais, pas d'miracle j't'ai dis!

Rien à voir avec le reste. Renseigne-toi, pourquoi c'est le ministère de l'Intérieur qui donne la carte de journaliste aux journalistes. Renseigne-toi sur les niches fiscales que ladite carte offre, tu comprendras pourquoi ils sont aussi serviles.

Je dédie cet article à l'ami qui me l'a inspiré. Aussi, à celui qui m'as encouragé à l'écrire, d'la-bas dans la Creuse.



### Atout Bois, atelier bois associatif

**Creuse-Citron a connu l'atelier de menuiserie Atout Bois lors de l'installation de Bobines Rebelles au printemps dernier, puisqu'il est implanté sur le site de Lachaud. Cette association vise à mettre en commun du matériel, des ressources et des savoir-faire pour rendre accessible à tous le travail du bois, sous toutes ses formes.**

– Creuse-Citron : Pouvez-vous présenter ce projet ?

– Benoît : Ici l'atelier a trois ou quatre ans, nous avons commencé à l'installer en 2010. J'ai créé l'association avec des amis en 1992 en Isère où elle a fonctionné jusqu'en 2001. Quand j'ai décidé de partir, personne n'ayant envie de continuer là-bas, l'association a déménagé avec moi et un peu de matériel, elle restée en sommeil jusqu'en 2010.

Il y a quatre ou cinq ans, à plusieurs, on s'est rendu compte qu'on avait les mêmes envies et les mêmes besoins de mettre en place un atelier pour des gens qui souhaitent en faire une activité régulière mais n'avaient pas d'atelier et aussi pour proposer du matériel, des compétences, de l'accompagnement à des gens qui veulent réaliser des choses dans le domaine du bois par eux-mêmes, mais qui n'ont pas tous les éléments pour être autonomes.

On a réuni en même temps des envies, des motivations, du temps et de l'argent pour acheter des machines et faire l'installation électrique.

– CC : Ça représente combien de personnes à la base en 2010 ?

– Benoît : Nous étions une petite dizaine et actuellement nous sommes sept ou huit à nous réunir tous les mois ou mois et demi pour gérer tout ce qui concerne Atout Bois. Nous sommes trois à avoir les compétences permettant de faire fonctionner l'atelier.

– CC : Comment avez-vous acquis le matériel ?

– Benoît : L'essentiel du parc de machines a été acheté par Atout Bois depuis 2010 et quelques-unes nous sont prêtées. Nous avons fait le choix d'acquérir du matériel d'occasion assez facile à utiliser, pas trop ancien, mais des grosses machines en fonte quasi inusables.

– CC : Quand on lit votre plaquette de présentation de l'association, ça se présente plus comme une offre de prestations de service que comme quelque chose de très participatif.

– Benoît : On a plutôt envie que ce soit un atelier cogéré par les usagers mais dans la pratique les sollicitations que l'on a sont plutôt du type demande d'aide, à part quelques personnes qui sont plus disponibles et plus préoccupées par le fonctionnement de l'atelier. Pour les gens qui ne viennent que très ponctuellement ça s'apparente plus à de la prestation : ils viennent, font leurs travaux et repartent. On s'est aperçu que c'était comme ça que les gens arrivaient et après, selon leurs motivations, certains s'impliquent plus.

– Manu : Avec Eddy nous utilisons souvent les machines, nous faisons attention à les utiliser comme il faut, à ranger correctement les outils, à nettoyer l'atelier après utilisation, pour que tout soit correct pour ceux qui viennent après. Nous n'intervenons pas pour régler ou réparer une machine, mais nous n'avons pas non plus l'impression de bénéficier juste d'une prestation de service.

Ce qu'il y a d'intéressant dans Atout Bois c'est qu'ici, par exemple, si tu as des meubles ou des aménagements à construire pour chez toi, à partir des planches brutes, tu peux tout faire dans l'atelier : dégauchir, raboter, scier, assembler. Tu peux arriver ici sans rien savoir faire, tu prends contact avec une personne comme Benoît, Jean-François ou Virgule et elle t'aide. Ce n'est pas elle qui fait le travail pour toi mais elle t'apprend à utiliser les machines et outils de menuiserie et à réaliser exactement ce que tu veux : ça permet vraiment d'apprendre à travailler le bois et à devenir autonome.

– Benoît : Je trouve important ce que dit Manu sur le souci de ranger l'atelier, c'est à la portée de tout le monde, mais ça ne coule pas forcément de source et c'est nécessaire à son bon fonctionnement.

– CC : Les gens qui font appel à l'association doivent-il y adhérer ? Quelle contrepartie doivent-ils pour le service rendu ?

– Benoît : Oui, bien sûr et puis ils s'impliquent plus ou moins selon leurs envies, leurs disponibilités, l'importance des travaux qu'ils ont à faire. La contrepartie minimum c'est une cotisation. On a deux

tarifs de cotisation, 20 ou 100 euros, au choix de chacun. Ceux qui utilisent régulièrement l'atelier vont vers une cotisation à 100 euros avec une participation aux frais de fonctionnement de l'atelier moindre et, inversement, ceux qui ne vont venir que très ponctuellement, outre la cotisation de 20 euros vont verser quelques euros pour les heures de machines. Le bois est facturé à part, il y a une petite fiche pour chaque adhérent où il note ce qu'il prend. Pour les frais de fonctionnement de l'atelier, on fonctionne sur une participation libre une fois payée la cotisation. C'est du prix libre et ça peut être autre chose que de l'argent, ça peut être donner du temps pour venir réparer une machine, pour aménager l'atelier.

Nos frais de fonctionnement sont assez réduits : électricité, affûtage et entretien des outils. Nous avons fait le choix jusqu'à maintenant de ne pas avoir de salaire et de fonctionner bénévolement, du moins pour le fonctionnement propre de l'atelier, car, et c'est un autre volet de l'association, il peut y avoir des travaux qui nécessitent beaucoup de temps et sur lesquels on va se faire rémunérer en tant que prestataires.

– Eddy : Ce que je trouve intéressant dans cet atelier, c'est qu'on peut s'y impliquer progressivement et petit à petit faire plus de choses, s'organiser avec les autres. Cet atelier est adapté aussi bien à des gens qui ont peu de connaissances qu'à des utilisateurs professionnels : les machines sont très bien installées, tout est aux normes et sécurisé.

– Manu : Dans la région, il y a pas mal de gens qui ont un peu de matériel chez eux mais ici il y a un intérêt majeur, c'est de partager avec d'autres gens pour échanger, bénéficier de conseils.

– Patrick : Ici il y a un but pédagogique et un but associatif. On peut se rencontrer pour discuter de la même envie qu'on a de faire et des professionnels peuvent nous remettre dans le droit chemin si on ne connaît pas le travail.

– Eddy : La chose que je trouve vraiment bien, c'est de disposer de tout ce matériel qui n'est pas à la portée d'une personne seule tant pour l'espace que pour le coût que ça implique. Si tu t'achètes ton petit combi perso, tu n'arriveras jamais à faire les mêmes choses. Je trouve assez chouette l'idée de mutualiser l'achat d'un atelier.



– Manu : Pouvoir venir ici sans avoir de connaissances préalables et être accompagné pour apprendre à utiliser les machines permet de sortir de la logique de prestations de service qui domine dans la société : tu ne sais pas faire alors tu achètes tout fait. Apprendre à réaliser soi-même des choses dont on a besoin en les intégrant comme on le souhaite à son propre environnement, c'est un grand plaisir.

– CC : *C'est ce qui nous a intéressé dans votre démarche : elle va à l'inverse du monde d'expert, de sous-traitance et de déresponsabilisation qu'on nous impose. Il suffit d'avoir envie de se servir de ses dix doigts. Et concrètement qu'est-ce qui se réalise ici : des meubles, des aménagements intérieurs, des escaliers, des portes, des fenêtres, de la charpente ? Est-ce qu'il y a une dominante ?*

– Eddy : Nous, cet hiver, nous avons fait l'aménagement d'une roulotte de type ossature bois, nous sommes aussi venu dégauchir et raboter des éléments de charpente pour le lieu où nous vivons, faire un meuble de cuisine, des volets etc. À *Atout Bois*, il y a aussi du matériel électro-portatif qu'il est possible d'emprunter pour faire des chantiers.

– CC : *Est-ce que les gens qui viennent dans l'association ont plutôt un projet de vie différent par rapport à la norme sociale qu'on nous impose ?*

– Manu : les gens qui viennent sont plutôt des gens qui habitent sur le plateau, qui sont intéressés par l'auto-organisa-

tion, la gestion collective, qui veulent dépasser la logique producteur-consommateur. Mais l'atelier n'est pas non plus un lieu de discussions sociales et politiques, c'est un lieu où dans la pratique tu peux faire des choses autrement. Il y a d'autres lieux pour discuter, mais il y a moins de lieux pour s'organiser.

– Benoît : le fait d'avoir choisi un système qui fait circuler le moins d'argent possible n'est pas un hasard non plus, de même que trouver des solutions pour des gens qui ont peu de moyens.

– CC : *Vous faites aussi des chantiers associatifs ?*

– Benoît : Ça peut être un système de chantier participatif avec les adhérents de l'association, plusieurs membres de l'association se retrouvent pour un chantier collectif comme ici à Lachaud pour l'aménagement des combles. Mais ça peut être aussi des personnes de l'association qui vont, plus en terme de prestataires de service, pour accompagner quelqu'un qui entreprend un chantier qu'il ne maîtrise pas complètement. J'ai beaucoup pratiqué ça pour des chantiers de toiture, par exemple, en mobilisant les copains et les voisins pour la main d'œuvre. Dans ce cas, on facture du temps de travail d'accompagnement. La condition est que la personne qu'on aide participe au chantier, on n'a pas pour vocation de remplacer une entreprise du bâtiment, mais tous les degrés de participation sont possibles en fonction des compétences de la personne qui fait

appel à nous. On peut aussi être un apport de main-d'œuvre, de bras pour quelqu'un qui ne peut effectuer son chantier tout seul. L'atelier commence à être connu, mais cet aspect chantier est tout aussi important pour nous.

– CC : *Avez-vous assez d'adhérents ?*

– Benoît : Ça se fait petit à petit, si on se faisait plus connaître, on aurait un peu plus de monde, mais on est limité aussi par nos propres disponibilités. Certains adhérents, qui maîtrisent bien les machines, peuvent travailler en dehors de la présence des animateurs et pourraient être amenés eux-mêmes à transmettre leurs compétences à d'autres. La première année il y a quand même eu une cinquantaine de personnes qui sont venues travailler.

### Atout Bois

Lachaud - 23340 Gentioux Pigerolles  
[atout-bois@millevaches.net](mailto:atout-bois@millevaches.net)  
Permanences à l'atelier (Lachaud) :  
le vendredi de 14h30 à 18h  
06 06 41 34 98 (Virgule)  
05 55 64 06 03 (Benoît)  
05 55 67 99 57 (Jean-François)

## 20 - mauvaises lectures

*En Amazonie, infiltré dans le « meilleur des mondes »* de Jean-Baptiste Malet, Fayard 2013.



Les esclavagistes modernes déploient des ruses de Sioux pour dissimuler leurs révoltantes pratiques, aussi quand un journaliste réussit à infiltrer leur domaine on ne peut se réjouir.

Jean-Baptiste Malet, au moment des fêtes de Noël, est embauché à Montélimar dans un entrepôt d'Amazon, numéro un mondial du commerce en ligne et nous raconte dans un court et terrifiant récit son expérience.

Amazon donc, née en 1995, dirigée par le milliardaire Jeff Bezos : 75 entrepôts dans le monde, 2 millions de m<sup>2</sup>, plus de 100 millions de clients dans le monde.

L'envers du décor, celui dont on fait l'existence : un régiment d'interimaires soumis à un contrôle et une pression constante. Ceux-ci, divisés en deux catégories et travaillant nuit et jour dans l'entrepôt, jusqu'à 42 heures par semaine sont les « pickeurs » et les « packeurs ». Les pickeurs, qui peuvent parcourir de 20 à 25 km extraient les marchandises, les packeurs les emballent. Ils sont surveillés en permanence et doivent continuellement améliorer leurs performances s'ils

veulent atteindre le Saint-Graal du CDI que la majorité n'atteint jamais.

La violence de ce modèle social est telle qu'elle doit être soigneusement cachée, interdiction pour les employés de parler entre eux, interdiction d'évoquer à l'extérieur leurs conditions de travail sous peine d'être poursuivis (voir le règlement intérieur).

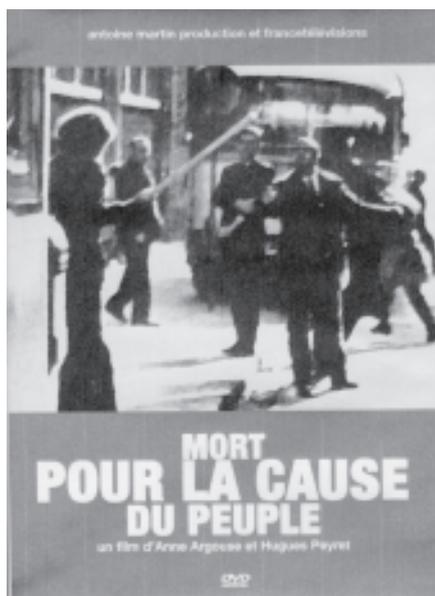
« Bienvenue dans le pire des meilleurs des mondes, celui qui réinvente le stakhanovisme et la délation sympathique avec tutoiement. »

On connaissait les pratiques de dumping d'Amazon et ses exploits dans le domaine de l'optimisation fiscale mais la lecture de ce petit livre nous donne une raison de plus pour aller trinquer avec le libraire le plus proche de chez soi et boycotter définitivement la librairie en ligne !

SAGNA

PS : On notera que les subventions publiques n'ont pas manqué pour la création de 300 emplois (au lieu des 1000 vantés par Montebourg), alors que des milliers d'autres sont détruits par là-même.

*Mort pour la cause du peuple*, un film d'Anne Argouse et Hugues Peyret. Antoine Martin production et France-télévisions. 52 minutes (2013).



Pour un certain nombre d'entre nous, nous n'avons pas oublié la mort de Pierre Overney et les conditions dans lesquelles cela est arrivé. Dans leur film, *Mort pour la cause du peuple*, Anne Argouse et Hugues Peyret retracent ce tragique événement qui fut un tournant dans l'histoire de l'extrême gauche de l'après mai 1968.

Ils étaient une petite trentaine, le 25 février 2012 à rendre hommage à Pierre Overney au cimetière du Père-Lachaise : l'ambiance n'était ni triste, ni solennelle mais désabusée. En mars 1972, lors des obsèques de Pierre Overney, 200 000 personnes ont défilé derrière le corbillard, poings levés et scandant : « Nous vengerons Pierre Overney ».

Quarante ans plus tard, l'histoire de la Gauche Prolétarienne (GP) et les circonstances de la mort de Pierre Overney recèlent encore des mystères, des mythes et des mensonges.

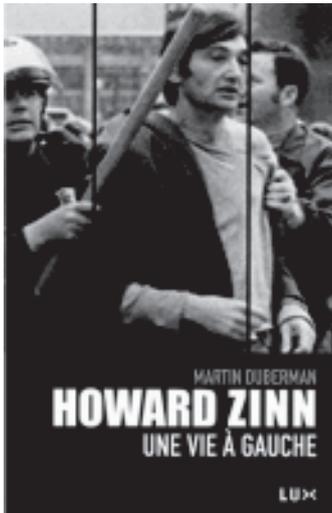
Aujourd'hui, certains membres commencent à raconter leurs parcours et révèlent des aspects méconnus de l'action

de la GP alors que d'autres, drapés dans une fidélité aux idéaux révolutionnaires, revendiquent une perpétuation de la lutte sous d'autres formes.

En recueillant patiemment les paroles des uns et des autres ; en relevant les erreurs factuelles des « souvenirs reconstitués » ; en évitant de donner trop de crédit aux interprétations ; en dévoilant les contradictions inhérentes à toute organisation, nous avons essayé de rendre sensibles un contexte, une époque, une part méconnue de l'histoire de la gauche en France.

Il y a l'histoire individuelle, celle de Pierre Overney, qui se déploie enfin sous nos yeux. L'histoire d'un jeune homme qui quitte la ferme familiale dans les environs de Château-Thierry pour vivre Mai 68, se fait embaucher chez Citroën, puis chez Renault où il milite activement contre la CGT, contre le PCF et revendique son engagement maoïste. Avant d'être sèchement licencié et de revenir, le 25 février 1972, se faire descendre par le chef des vigiles, ancien militaire de la Coloniale.

**Howard Zinn : une vie à gauche**  
de Martin Duberman, Lux 2012.



Dans les années 1980 paraissait le livre d'un universitaire américain Howard Zinn *Une histoire populaire des États-Unis*.

Ce livre remet en cause la version officielle et héroïque de l'histoire des USA de Christophe Colomb à Georges Bush en donnant la parole aux acteurs les plus modestes : Indiens, esclaves en fuite, soldats déserteurs, ouvrières du textile, syndicalistes, activistes des années 1980-1990, jusqu'aux victimes contemporaines de la politique intérieure et extérieure des États-Unis.

Martin Duberman, ami d'Howard, engagé à son côté, est l'auteur d'une biographie parue en 2012, deux ans après la mort de Zinn : *Howard Zinn : une vie à gauche*.

**Anselme Bellegarrigue, le premier des libertaires** de Michel Perraudeau, les Éditions libertaires, 289 pages, 2012, 15€.



La vision révolutionnaire de l'histoire de Zinn est celle d'un homme qui a milité toute sa vie contre l'arrogance de la politique étrangère et intérieure des USA et contre les ravages qu'elle a pu provoquer.

Les parents d'Howard Zinn, né en 1922, étaient des Juifs émigrés de l'Est qui luttèrent quotidiennement pour survivre. À l'âge de 14 ans, le jeune homme doit déjà travailler et devient vite conscient de l'importance des inégalités sociales et de la fausseté du mythe fondateur de l'Amérique selon lequel « Tout le monde peut réussir en se retroussant les manches et en travaillant dur ».

Un autre événement contribue à forger sa conscience politique et sa méfiance envers la démocratie américaine. Un jour de l'été 1939, lors d'une manifestation à Times Square, il est chargé par des policiers à pied et à cheval, matraqué il s'évanouit. Lorsqu'il reprend ses esprits il devient un radical convaincu « qu'il y avait quelque chose de pourri à la racine dans ce pays ».

Jusqu'à sa mort en 2010, il ne cesse alors de lutter aux côtés des laissés pour compte ou victimes de l'Amérique tout en menant une carrière d'universitaire et en écrivant des livres sur les exclus du rêve américain.

Engagé dans l'armée de l'air en 1943 pour mener ce qu'il pense être une guerre juste contre le fascisme, il revient pacifiste convaincu car « répondre à la violence par plus de violence ne fait que multiplier les sévices que vous vouliez éviter ».

Qui connaît Anselme Bellegarrigue ? Peu de monde... excepté quelques éminents libertaires, lecteurs de Max Nettlau ou de Claude Harmel.

Et pourtant, ce contemporain de Proudhon est l'un des inventeurs les plus originaux de l'anarchie.

De sa vie, personne ne savait rien. Pour élucider l'énigme, il fallut mener enquête, recueillir indices, retrouver parenté de celui qui fut d'abord journaliste politique. Le présent ouvrage établit qu'il est né en 1813, à Monfort dans le Gers, et mort vers 1869, en République du Salvador où il créa une Faculté de droit au sein de l'université nationale !

Bellegarrigue – sorte de La Boétie moderne – fut un anarchiste novateur, éreintant les gouvernements autant que les partis politiques, défendant la non-violence et l'ordre libertaire, promouvant un individualisme anarchiste non-

Après Hiroshima, il écrit : « La guerre ne peut pas être humanisée, on peut seulement l'abolir ».

Il reprend ses études à 27 ans et devient professeur d'histoire mais pas n'importe où : à Atlanta où la ségrégation reste aussi intense qu'au début du siècle, il enseigne au Spelman Collège, université réservée aux étudiants noirs entourée de barbelés, plus destinés d'après Zinn à empêcher les étudiants de sortir qu'à prévenir toute intrusion de l'extérieur.

C'est pour Zinn le début d'un long compagnonnage avec les militants des droits civiques, il y aura ensuite les manifestations contre la guerre du Vietnam, les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak.

En lisant ce livre et en parcourant à travers les luttes d'Howard Zinn l'histoire récente de l'Amérique, on en vient, mais on en était déjà convaincu, à la même conclusion que Zinn : Les USA ne sont pas la terre idyllique où tout le monde peut réussir et où régnent la démocratie et la justice.

En écrivant *L'Histoire populaire des États-Unis* l'auteur voulait que son livre serve de guide pour accomplir des gestes significatifs dans le temps présent et encourager les gens à se battre pour un idéal.

Pendant 300 pages, partager les combats de cet indécrottable optimiste qui avait la foi dans « la grande force instinctive de l'être humain » ne peut en cet automne morose que faire un bien fou.

SAGNA

stirmerien. Ce Gascon frondeur et indépendant écrivit, au milieu d'un XIX<sup>e</sup> siècle particulièrement échauffé, un lumineux essai, *Au fait, Au fait !! Interprétation de l'idée démocratique*, et une revue prémonitoire, *L'Anarchie, Journal de l'Ordre*.

Il était temps, à l'aube du bicentenaire de sa naissance, de rédiger la première biographie de celui que son ami, le journaliste Ulysse Pic, reconnaissait comme « l'un des esprits les plus originaux que l'on pût voir ».

Michel Perraudeau est universitaire et essayiste. Il a publié, aux mêmes éditions :

*Léo Ferré, poétique du libertaire* (2008), *Vendée 1793, Vendée plébéienne* (2010), *Dictionnaire de l'individualisme libertaire* (2011)

DANS LES DERNIERS NUMÉROS du *Monde libertaire*, un certain nombre d'articles sont susceptibles d'attirer notre attention tant au plan informatif que réflexif.

Parmi ceux-ci, nous pouvons découvrir un texte dans le n° 1717 – du 3 au 9 octobre 2013, du Mouvement socialiste libertaire égyptien à propos du mouvement populaire égyptien, Tamarod, et l'appel pour le 30 juin « La révolution est l'ennemi de tout homme politique ».

Il est intéressant de découvrir les analyses de ce courant libertaire alors que nous sommes abreuvés à longueur de publications par les écrits de démocrates (égyptiens ou autres) dûment adoués par la caste journalistique, politiquement correcte, de notre cher hexagone. Dans ce même numéro, André Bernard s'interroge sur « lesujetdelhistoire.com – Quels sujets révolutionnaires ? ». Dès le début de l'article, il pose assez clairement le problème : « Nous disions en d'autres lieux que notre compréhension du monde devait être bousculée et que nous devions partir à la recherche d'un nouveau sujet de l'Histoire ; d'un nouvel acteur en puissance de transformer le monde puisque le prolétariat, force prépondérante jusqu'à maintenant, a perdu la conscience de lui-même, s'est atomisé, éparpillé sous les coups des dernières transformations et restructurations d'un capitalisme tout puissant. » Quel(s) est(ont) donc ce sujet ou plutôt ces sujets révolutionnaires ? Dans les milieux militants, ce débat est toujours ouvert et nous offre des polémiques souvent bien peu constructives. André Bernard, lui, choisit de mettre l'accent sur la jeunesse (la lutte des âges).

Dans le n° 1718 – du 10 au 16 octobre 2013, *Le Monde libertaire* revient sur un sujet « Non, non à la réhabilitation ! » déjà abordé dans un précédent *Creuse-Citron* (et aussi lors du rassemblement traditionnel pacifiste – antimilitariste (?) – du 11 novembre à Gentioux) : celui des fusillés de 1914-1918 et de leur réhabilitation éventuelle. Avec la remise à Hollande d'un rapport sur les soldats condamnés à mort lors de la Grande Guerre par l'historien Antoine Prost (*Le Monde* – 2 octobre 2013), cette réhabilitation revient à l'ordre du jour. Depuis quelques années, la lutte pour celle-ci constituant le fond de commerce de *La Libre Pensée*, gageons que la polémique avec les anars (à part quelques-uns) va reprendre avec virulence.



La revue de la fédération CNT des travailleurs de l'éducation, *N'Autre école* n° 36 – Automne 2013, reparle, dans un dossier très fourni « La pédagogie contre le sexisme », du thème toujours très actuel du sexisme (manuels de SVT, Femmes, études du genre dans le monde universitaire, etc.).

Les coordinatrices du numéro « ont voulu montrer des pratiques et des outils du quotidien, des expériences menées dans et hors des classes... toutes permettant d'apprendre à penser hors des cases genrées et des stéréotypes. Voir aussi comment ces pratiques peuvent permettre de transformer les logiques inégalitaires du milieu scolaire, participer clairement à l'émancipation des élèves et des personnels, sur le plan des identités sexuées comme du rapport à l'autorité et aux savoirs. Car, comme tous les rapports de domination, le sexisme participe largement à la reproduction des hiérarchies, à la soumission aux normes dominantes, à un ordre social qu'il contribue à naturaliser ».

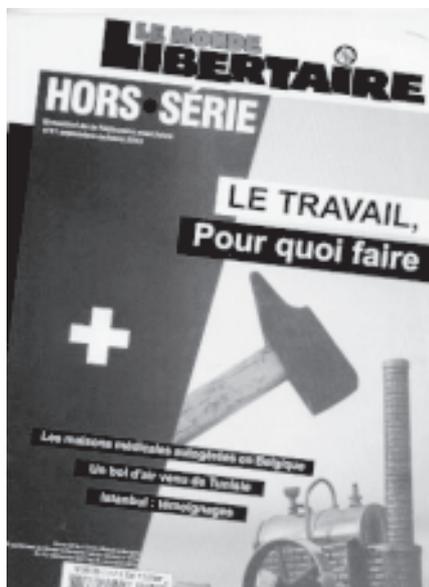
*L'autrement*, n° 13 – Août/septembre 2013, continue de nous présenter « l'actualité vue d'en bas ». Très axé sur les sans-papiers, les immigrés, les Roms, les populations tunisiennes, syriennes... les Palestiniens, mais aussi les crimes policiers, les lieux d'enfermement, etc. « C'est un peu de lumière autour de ceux qui se battent tous les jours que nous essayons de réfléchir ici. Et pour que l'éclairage soit le plus clair et net : c'est leur parole directe qui est proposée. De Tunis à Calais, sur les routes où nous marchons, où nous les rencontrons, les gens parlent, les peuples bougent. Dans les quartiers populaires, les voix de la contestation ne se taisent pas. On fait en sorte qu'elles apparaissent le moins possible, comme les centaines de milliers de sans-papiers qui rentrent du boulot au petit matin avant que les salariés des glorieuses entreprises françaises aillent investir leurs locaux lavés par ces mains invisibles... »

Le dernier texte « L'islamophobie et la gauche française » devrait raviver le vif débat dans le milieu anarchiste que l'appel « Libertaires, et sans concessions contre l'islamophobie », lancé en octobre 2012, avait initié.



Le hors-série du *Monde Libertaire* n° 51 – septembre/octobre 2013, revient dans un dossier conséquent sur « Le travail, pour quoi faire », sujet qui reste encore hautement polémique ! Il est clair que « l'organisation du travail est constamment pensée et optimisée. Mais pas par ceux qui fournissent le travail ; et la variable qu'on cherche à optimiser n'est certainement pas l'émancipation du travailleur ».

F. L.





## Ne rêvez pas (L'ordinateur)

Ne rêvez pas  
 pointez  
 grattez vaquez marnez bossez trimez  
 Ne rêvez pas  
 l'électronique rêvera pour vous  
 Ne lisez pas  
 l'électroliseur lira pour vous  
 Ne faites pas l'amour  
 l'électrocoïtal le fera pour vous  
 Pointez  
 grattez vaquez marnez bossez trimez  
 Ne vous reposez pas  
 le Travail repose sur vous

JACQUES PRÉVERT

## Les scies techniciennes

Déroutés les arbres gagnent des rivages amers : larmes-colle, soleil des blessures, leurs branches en tas pourrissent sous des murs où aucun feu ne les attend.

« Que nos carrures vous causent le désarroi des taupes, passe ; mais vos pères connaissaient les lunes : pourquoi nous avoir soignés pour nous soustraire déjà aux leçons du soleil ? Bouches sans ventre, banques à nourrir... Nos branches étayaient la faim de connaître, combien de petits d'homme ont su leur force et leur chance rien qu'en nous côtoyant ? Combien ont su nous en remercier ? »

Le ciel est peuplé de mendiants, monstres aux langues fabuleuses qui s'épuisent à soigner l'invisible. Telle branche était un banc pour leur repos d'oiseau.

« Et nous aurions, dans les heures troubles, tout recueilli tout protégé, recueilli la lune au cœur noir de notre cœur vivant, fait entrer là les courants d'air, la foudre, les enfants des balançoires, tout le pays malade. Qui êtes-vous pour raccourcir nos rêves ? »

D. L.



Nous rêvions du machinisme libérateur  
 La peine des hommes enfin reléguée !

« Les lendemains qui chantent »

Eh bien ! Nous sommes servis, asservis.  
 Aujourd'hui dans les coins de ferme  
 Totalement vide d'un semblant  
 de vie humaine ou animale

Gisent, et attendent quatre, cinq tracteurs  
 De tous âges, attelés déjà servant  
 Chacun le même maître qui va sauter  
 De l'un à l'autre, dexter.  
 Le chef d'entreprise fier  
 De son cheptel mécanique  
 Travaille de douze à quinze heures  
 Par jour, esclave volontaire  
 De la machine et du moteur.  
 C'est l'absurde qui règne  
 Le mot partage : obsolète !  
 L'entraide, aux ordures !  
 Triomphe du chômage

Hideuse tentacule.

Hé ! Monsieur, si l'on instituait une taxe sur  
 chaque tracteur dormant, afin que des enfants,  
 des vieillards, des femmes ne dorment plus sous une tente,  
 ou dans une vieille voiture gelée.  
 Mais pourquoi, pourquoi !  
 Me dit le sage de la Joliette  
 POUR RIEN, POUR RIEN.



## La lune, vue de mon cul

Ou le vice versa

Je peux montrer mon cul  
 Et même montrer la lune  
 Mais contremaître mon cul !  
 Ni promettre la lune

À engrosser des bulles  
 On a vendu la lune  
 On a vendu nos culs  
 Pour gagner quelques tunes

Pour les uns la richesse s'accumule  
 Pour les autres c'est la misère qui occupe la lune  
 La reinette internet n'est-elle pas devenue bull ?  
 Je sais qu'on a déjà, pourtant vendu la lune...

Je veux cracher des vers même s'ils sont vraiment nuls  
 Et cultiver l'hiver rien que pour quelques prunes  
 Je veux lever mon verre à tous ceux qui n'adulent  
 Ni la couleur de l'or ni les chemises brunes  
 Et de verres en travers si jamais je vire-gule  
 Par des chemins divers chanterai l'infortune

Je peux montrer mon cul  
 Et même montrer la lune  
 Mais contremaître mon cul  
 Ni promettre la lune.

RENÉ BOURDET

CHRISTOPHE



## novembre

**Jeu**di 7 : *Métamorphose de l'abjection*.

Vernissage Claude Fétis.

Suivi de *Qui se ressentent s'assemblent*.

Spectacle de cabaret.

**Vend**redi 8 : *Lakota land, terre de survie*.

Film documentaire de Sophie Gergaud et Édith Patrouilleau. 2009, 90 mn.

**Sam**edi 9 : *Coups de poignée et poignées de main*. Veillée par Simon et Rémi Guillaumeau.

**Jeu**di 14 : Café-installation. Rencontre Terre de Liens.

**Vend**redi 15 : *La Novlangue*.

Veillée drolatique au chevet du langage moribond.

**Mardi** 19 : 19h : Cours d'occitan.

**Mer**credi 20 : 15h30 : *Contes*

*Jurassiques Dédinomépageu*. Spectacle jeune public par Katell Coquillon.

**Jeu**di 21 : *Solo*. Concert par Margarida Guia.

**Vend**redi 22 : *Les Vraoums*. Concert.

**Sam**edi 23 : *Retournez votre fenêtre*.

Vernissage Alain Brühl,

suivi de *Le Raptou*. Concert.

## Au fabuleux destin

café-spectacle à la p'tite semaine

rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson

du jeudi au samedi de 18h à 22h, spectacle à 20h

## décembre

**Mardi** 3 : 19h : Cours d'occitan.

**Jeu**di 5 : *De Tchernobyl à Fukushima*.

Conférence-débat Le Progrès en question #10

**Vend**redi 6 : *Les étranges parladures*.

Lectures et théâtre.

**Sam**edi 7 : *La rivière de soie*. Concert-spectacle.

**Jeu**di 12 : Sac à Malices.

**Vend**redi 13 : *Contes du début à la fin*.

Murielle Richer.

**Sam**edi 14 : *Numéro h*. Concert.

**Mardi** 17 : Cours d'occitan.

**Mer**credi 18 : 15h30 : *Histoires*

*buissonnières*. Spectacle jeune public.

**Jeu**di 19 : *À la bonne bascule*. Lecture

Daniel Fatous.

**Sam**edi 21 : *Sébastien Willart Trio*.

Concert Jazz.

**Jeu**di 28 : *Ne vivons plus comme des esclaves*, film documentaire de Yannis Youlountas, 2013 - 89 mn. En présence du réalisateur.

Sur les murs des villes et sur les rochers des campagnes, sur les panneaux publicitaires vides ou détournés, dans les journaux alternatifs et sur les radios rebelles, dans les lieux d'occupation et d'autogestion qui se multiplient, tel est le slogan que la résistance grecque diffuse, jour après jour, et nous invite à reprendre en chœur sur les mélodies de ce film, à ses côtés. Un grand bol d'air frais, d'enthousiasme et d'utopies en marche, venu de la mer Égée.

**Vend**redi 29 : *Terre : deux liens*.

Projection croisée.

**Sam**edi 30 : *De là d'où je viens*. Contes

par Élodie Mora et Florence Rousseau.

### Docs en sout' : autour du documentaire politique et social

**Jeu**di 28 novembre à 20h30 :

Bar de Forgevieille (commune de Bazelat).

Projection du documentaire *Les Petits Gars de la campagne* d'Arnaud Brugier.

Ce documentaire retrace l'histoire de la politique agricole commune (PAC) jusqu'à aujourd'hui.

En présence du réalisateur, de Gilles Clément et (sous réserve) du porte-parole national de la Confédération paysanne.

### Où trouver Creuse-Citron ?

**Aubusson** : Librairie *La Licorne*, 42, Grand-rue

*Au fabuleux destin café-spectacle*, rue Cerclier

Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grand-rue

**Bourgneuf** : *Petit coin du livre*, rue de verdun

**Boussac bourg** : *Ferme Chauveix*

**Bussière-Dunoise** : Bar-coiffeur *Pignaut*

**Chambon-sur-Voueize** : *Café de la promenade*

**Champagnat / St-Domet** : Étang de la Naute

**Dun le Palestel** : Librairie *Feugère* 1, rue des

Sabots

**Évaux-les-bains** : Bar-tabac *Le Rallye*

**Eymoutiers** : Librairie *Passe-Temps*

*Le Monde allant vers* : brocante, récup

*Café des enfants*

**Felletin** : Bar-tabac *Le Troubadour*

**Guéret** : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché

*Coop des champs*, rue de Lavilatte

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Bar à tapas *Le Guet-apens*, 16, rue de Verdun

*Solecobois*, 14, av. Fayolle

**Limoges** : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte

*Undersounds*, 6, rue de Gorre

**Montluçon** : Librairie *Le talon d'Achille*,

8, pl. Notre-Dame

**Moutier-Rozeille, La Clide** : Atelier de sculpture

J. L. Gautherin

**Sur le plateau et les marchés** : *Le Temps des*

*cerises*, épicerie Itinérante

**Royère** : Bar *L'Atelier*

**St-Laurent** : Bar *L'Envolée*

**St-Loup** : Restaurant *Le P'tit loup*

**Sardent** : Bar *Chez Josiane*

Épicerie *Vival*

et sur <http://creuse-citron.revuloblog.com>

### Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron

BP 2 23 000 Sainte-Feyre

Courriel : [creusecitron@free.fr](mailto:creusecitron@free.fr)

### Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

**Abonnements : voir page 11**

Numéro réalisé avec le logiciel libre

SCRIBUS ([www.scribus.net](http://www.scribus.net))

Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.